

Réponse signifiée. : Pour le sieur Luneau de Boisjerman, au précis signifié par Syndic & adjoints des libraires de Paris.

Contributors

Linguet, Simon Nicolas Henri, 1736-1794.

Luneau de Boisjerman, Pierre Joseph François, 1732-1801.

Paris (France). Syndic et adjoints des libraires et imprimeurs.

Publication/Creation

[Paris] : [De l'Imprimerie de L. Cellot], [1769]

Persistent URL

<https://wellcomecollection.org/works/dqdaqume>

License and attribution

This work has been identified as being free of known restrictions under copyright law, including all related and neighbouring rights and is being made available under the Creative Commons, Public Domain Mark.

You can copy, modify, distribute and perform the work, even for commercial purposes, without asking permission.

**wellcome
collection**

Wellcome Collection
183 Euston Road
London NW1 2BE UK
T +44 (0)20 7611 8722
E library@wellcomecollection.org
<https://wellcomecollection.org>



RÉPONSE

SIGNIFIÉE.

POUR le Sieur LUNEAU DE BOISJERMAIN,

AU Précis signifié par les Syndic & Adjointes des Libraires de Paris.

LES prétentions des Libraires de Paris contre le sieur Luneau, sont bien odieuses, & le Mémoire par lequel ils ont cru les justifier, est bien absurde; on n'y trouve que de la mauvaise foi & de l'imprudence. Ils n'ont pas réfuté une seule des raisons qu'on leur a opposées, & ils ont donné contre eux de nouvelles armes dont on n'avoit pas même songé à se servir. C'est ce que l'on va démontrer article par article.

Mémoire des Libraires.

Réponse du sieur Luneau de Boisjermain.

LES Syndic & Adjointes de la Librairie de Paris, assistés du Commissaire Formel, ont saisi le 31 août 1768, par procès-verbal de Hennequin, Huissier à cheval au Châtelet

LES Syndic & Adjointes ont saisi, &c. Cela est vrai, mais par quelle autorité? de quel droit? à quel titre? Ils ont oublié dans leur Mémoire de discuter ce point embarrassant; ils ne se sont pas souvenu de contredire les principes établis, pag. 13 & 14 du Mémoire du sieur Luneau, au sujet des saisies & des visites à faire chez les domiciliés, ou plutôt ils en reconnoissent la solidité par leur silence même. C'est une preuve de l'impossibilité où ils sont d'y répondre.

Les livres dont le sieur Luneau faisoit commerce en contravention des réglemens de la Librairie.

Le sieur Luneau ne fait point commerce de livres, il n'en vend point, mais il fait vendre par les Libraires de Paris ou de la Province, ceux qu'il a fait imprimer à ses frais en vertu des privilèges qu'il en a obtenus, ou ceux qu'il a reçus en paiement des Li-

braires de Paris. Ce qui n'est pas faire le commerce, mais le faire faire à ceux qui prétendent en avoir le droit.

Ce qu'il y a de plus fatigant dans le Mémoire des Libraires, c'est qu'ils posent par-tout en fait ce qui est en question, & pour faire perdre de vue le véritable point de décision, ils confondent exprès tous les termes.

Ils y ont trouvé nombre de livres de toute espece détaillés au procès-verbal ;

Ces livres sont en petit nombre, puisqu'ils ne forment en tout que 86 articles. Il n'y en avoit point de toute espece. Le Magistrat peut s'en convaincre par l'inspection du procès-verbal ou des factures que le Sr Luneau représente. La plus grande partie de ces livres appartient au sieur Luneau, qui en a obtenu le privilège, & qui les a fait imprimer à ses frais. Les autres livres ont été achetés chez des Libraires, & font partie des commissions qu'il avoit à remplir.

Trois registres de Commerce :

Ces registres sont des livres où le sieur Luneau se rend compte à lui-même de ses affaires. Quel est le particulier qui pourra ne pas être poursuivi par toutes les Communautés de Paris, s'il suffit de mettre de l'ordre dans l'administration de son bien, pour être soupçonné de faire leur commerce ?

Dix envois prêts à partir.

Les envois servent à prouver que le sieur Luneau fait beaucoup de commissions, & point du tout qu'il fasse le commerce de la Librairie. N'est pas Marchand qui achete pour autrui, & qui ne vend à personne.

Une lettre de Ratisbonne du 15 Août où on lui demande différens livres, conformément à ses offres du 30 passé, & aux conditions prescrites.

Cette lettre a été écrite au sieur Luneau par un Libraire de Ratisbonne, avec lequel il est en correspondance.

Les livres qu'il lui demande sont ses propres ouvrages, & deux ou trois articles qu'il le prie de joindre au même envoi par commission. Il n'y a rien là de répréhensible.

Cette correspondance seroit légitime & à couvert de toute censure, si elle concernoit un Libraire regnicole. A combien plus forte raison est-elle à l'abri de tout reproche, quand on voit qu'elle regarde un Allemand, un particulier de Ratisbonne, qui peut choisir en France les personnes en qui il a de la confiance pour faire faire ses commissions ! Les Libraires de Paris prétendent-ils étendre leur police jusqu'au bord du Danube ? Leur dessein est-il de citer à leur Chambre Syndicale les sujets du Corps Germanique ? Cet orgueil assurément seroit bien ridicule, mais il ne seroit pas injuste de les en soupçonner, puisqu'ils osent bien se croire en droit, pag. 7 de leur Mémoire, d'apposer des restrictions aux privilèges accordés par nos Rois.

Dans la per-

Ces paquets ne contenoient autre chose que des livres du

quisition que les Syndic & Adjoints avoient faite en Librairie, le matin du même jour, dont ils ont dressé procès-verbal, ils avoient trouvé chez le sieur Delalain, Libraire, trois paquets remis par ledit sieur Luneau, pour différens Libraires de Province, chez la veuve Savoye cinq, chez le sieur Durand sept, chez le sieur Despillay deux. . . .

sieur Luneau, & deux ou trois articles achetés chez des Libraires de Paris : le procès-verbal en fait foi.

Et chez le sieur Tilliard une lettre datée du 26 Août, où il lui propose des livres à échanger contre d'autres.

On parlera plus bas de la lettre de Tilliard, &c.

Tous ces faits démontrent invinciblement que le sieur Luneau fait le commerce de Librairie, quoiqu'il n'en ait pas le droit.

Tous ces faits ne démontrent rien, parce qu'ils ne sont encore ni connus, ni prouvés. Quand ils le seront, ils démontreront *invinciblement* tout le contraire de ce que les Syndic & Adjoints en concluent. Les caisses de livres trouvées chez le sieur Luneau, démontreront qu'il étoit chargé de les acheter & de les envoyer aux personnes auxquelles elles étoient adressées. Les paquets trouvés chez des Libraires de Paris pour des Libraires de Province, démontrent *invinciblement* que le sieur Luneau ne vend point ses livres par lui-même, mais qu'il les fait vendre par les Libraires de Province. Ce fait est sans réplique, puisque les Libraires

de Paris conviennent eux-mêmes que le sieur Luneau s'est adressé à eux pour les faire parvenir dans les différentes villes du Royaume.

Donc la saisie a été bien faite : donc la validité & la confiscation demandées en doivent être prononcées avec dommages, intérêts & dépens.

Voilà assurément une manière de raisonner bien judiciaire ; conclure avant que d'avoir rien dit ; tirer des conséquences avant que d'avoir rien établi qui les justifie.

Le sieur Luneau raisonne bien plus conséquemment ; il conclut que la confiscation des objets saisis, & la demande en dommages, intérêts & dépens est ridicule & frivole, parce que la saisie des Libraires a été très-mal faite. Il démontre qu'elle est très-mal faite, parce qu'elle a été faite sans autorité, sans titre, sans aucun motif qui la justifie ; enfin parce que l'on n'a rempli aucune des formalités prescrites par la loi.

Le sieur Luneau est domicilié ; il n'est point Libraire ; il est homme de lettres, c'est le seul titre qu'il ait encore recherché. Par ce qu'il est, & par ce qu'il n'est pas, il échappoit nécessairement à la petite Police subordonnée dont les Syndic & Adjointes ont abusé contre lui. Les Communautés ne peuvent l'exercer que sur leurs Membres ou sur cette espèce d'hommes sans aveu, que la Police générale exclut, avec raison, des prérogatives attachées à la qualité de Citoyen. Les Libraires ont outragé cette qualité dans la personne du sieur Luneau. Ils ont violé le droit sacré des domiciliés. Ils ont enfoncé, avec violence, des portes que l'autorité seule du Roi, ou une Ordonnance du Magistrat, expressément notifiée devoit faire ouvrir. Par cela seul, ils ont commis un attentat dont ils doivent être punis.

Inutilement excipent-ils, page 13 de leur Mémoire, d'une permission générale, qui les autorise, disent-ils, à faire visite chez ceux qui font le commerce de la Librairie sans qualité.

1°. Cette permission n'est point conçue en ces termes ; elle ne les autorise point à cela, comme le sieur Luneau l'a démontré pag. 13 & 14 de son Mémoire. 2°. Si elle s'exprimoit ainsi, elle ne pourroit servir qu'à justifier les descentes des Libraires chez des Colporteurs ou gens sans aveu, & point du tout à motiver leur perquisition violente chez un homme connu, établi, qui n'est point Libraire. Pour être en droit de faire une visite chez le sieur Luneau, domicilié, il falloit présenter une requête à M. le Lieutenant Général de Police, contre le sieur Luneau nommément ; il falloit obtenir du Magistrat un ordre exprès de se transporter chez le sieur Luneau, de pénétrer dans l'appartement

du sieur *Luneau*, d'en examiner l'intérieur, & d'y arrêter, au nom de la Justice, les effets susceptibles de saisie. Sans ce préliminaire indispensable, la maison du sieur *Luneau* devoit être un asyle inaccessible à cette cohorte ambulante de Syndic, d'Adjoints. Ils ont osé s'y introduire par la force; leur audace en cette occasion est une violence odieuse, un brigandage réel, qui compromet l'équité, le bon ordre, la tranquillité d'un Citoyen, l'autorité du Roi, & le respect dû aux privilèges qu'il accorde à ses sujets.

Le Magistrat éclairé, au jugement duquel cette contestation est soumise, est plus que personne pénétré de cette vérité. Personne ne connoît mieux & ne respecte plus que lui les privilèges des *domiciliés*; il fait que si l'on permettoit aux Officiers des Communautés de les enfreindre, si on les autorisoit à briser, à la moindre apparence d'un soupçon, les barrières qui les écartent des maisons des particuliers, les Villes du Royaume seroient bientôt bouleversées par une suite intarissable de persécutions plus injustes, plus fatigantes les unes que les autres.

Les Officiers de tous ces petits Corps, dont l'existence fantastique est agitée par tant de passions, mettent au nombre des prérogatives de leurs charges cette inspection, ce droit de surveillance subalterne qui leur est confié sur leurs pareils. Si l'on toléroit une fois qu'ils l'étendissent arbitrairement sur tous les particuliers, il n'y a pas de jour où ils ne se fissent un devoir & peut-être un jeu de l'exercer. Quels désordres, quels troubles seroient le fruit de cette licence!

Dans une ville telle que Paris, où il y a près de 120 Communautés, on n'auroit d'autre occupation que de répondre à des Jurés, à des Adjoints qui parcourroient les maisons avec une curiosité pénétrante, comme l'ont fait ici les Libraires. Aux Libraires, succédroient bientôt les Marchands de papier; les Merciers remplaceroient ces derniers. Des mains des Merciers, on tomberoit dans celles des Drapiers; les Drapiers seroient suivis par les Orfevres, &c. Les malheureux Citoyens, les hommes paisibles, pour qui sur-tout la Police est faite, à qui elle doit particulièrement sa protection, passeroient leur vie dans l'appréhension des perpétuelles descentes des Jurés & dans le désespoir qu'exciteroit au fond de leur cœur cet enchaînement de visites & de traitemens odieux.

Ce sont ces inconvéniens que la Justice a voulu prévenir, en soumettant les visites faites par les Officiers des Corps chez des particuliers non compris dans leur association, à l'examen du Magistrat, en exigeant une approbation précise du supérieur & le concours de l'autorité. Cet examen, cette approbation, ce concours existent-ils dans la saisie des Li-

braires? Non (1), elle est donc nulle par essence; quand en effet le sieur Luneau auroit tort dans le fond, quand il seroit prouvé qu'il a fait le commerce aussi clairement qu'il est démontré qu'il ne l'a pas fait, les Libraires seroient encore excusables d'avoir enfreint un règlement, d'avoir violé une loi, d'avoir méprisé le pouvoir du Magistrat, & prétendu suppléer, par leur seule présence, à des formalités dont rien ne pouvoit les dispenser.

S'il étoit possible qu'il y eût au monde une juridiction où ce privilège fût méconnu, la raison, la justice, & sur-tout les Tribunaux suprêmes établis cautions du repos des citoyens & vengeurs des insultes qui leur sont faites, en réclameraient l'observation. Un cri universel s'éleveroit contre les Libraires & dénonceroit l'exemple de violence & de hardiesse qu'ils viennent de donner envers le sieur Luneau, comme un délit de la plus dangereuse conséquence pour la Société.

Cette observation seule suffiroit pour détruire tout l'édifice des Libraires: si leur faisie est nulle, le sieur Luneau n'a rien de plus à leur dire. Il pourroit se retrancher judiciairement dans cette unique défense; cette seule fin de non-recevoir est un argument invincible, dont ils ne se débarrasseront jamais. Mais à la supériorité des moyens de forme, il veut bien joindre aussi les avantages tirés du fond; il consent à répondre en règle à ses Adversaires. C'est bien moins ici sa Cause que celle de tous les Gens de lettres persécutés, outragés sous son nom, par un Corps de subalternes rebelles. Il s'agit de les faire rentrer dans le devoir dont ils osent s'écarter, & d'examiner les moyens qu'ils alleguent pour justifier l'audace qu'ils ont eue d'en sortir.

MOYENS.

Le sieur Luneau, forcé de convenir de son commerce, prétend y être autorisé, en disant qu'il a droit de vendre les livres de sa composition, ou dont il est l'éditeur, ou qu'il a échangés pour les siens, ou qu'il a payés, pour les envoyer à ceux

Le sieur Luneau ne dit point cela. Il dit qu'il a droit de faire vendre ses livres par tel Libraire qu'il lui plaira, de Province ou de Paris indistinctement. Il dit qu'il a droit de charger les premiers de le débarrasser des effets superflus que les premiers l'ont forcé d'accepter au lieu d'argent, en paiement de ses ouvrages, qu'ils lui ont pris. Il dit qu'il a le droit d'allet l'argent à la main chez les Libraires de Paris, comme ami, comme mandataire, comme commissionnaire si l'on veut des Libraires de Province. Il dit que quand il a acheté & payé ces livres, il a droit de les envoyer par-tout où il veut. Il soutient que les Libraires ne sont ni fondés, ni intéressés à l'en empêcher. Ils n'y sont point fondés, parce que la commission est libre à tout le monde, dans toutes les professions, dans tous les métiers, dont la Librairie fait partie.

(1) Voyez pag. 13 & 14 du Mémoire du sieur Luneau.

qui les lui demandent.

Ils n'y sont point intéressés, parce que dès que leurs livres sont vendus, peu leur importe ce qu'ils deviennent. Le sieur Luneau soutient qu'il ne fait point leur commerce, mais qu'il l'anime; son entremise leur devient utile, puisqu'elle leur procure le débit des effets qui languissent dans leurs boutiques, faute d'occasion ou de capacité. Enfin le sieur Luneau soutient que la Communauté des Libraires est la seule où un homme intelligent qui en fait le bien ait reçu un pareil accueil, la seule où l'on osât, sans rougir, lui susciter des procès au lieu de lui marquer de la reconnoissance. Il n'y a point de fabrique, point de manufacture, point de boutique, où le commissionnaire zélé qui se présente avec de l'argent pour en enlever les effets, ne soit remercié, traité comme un bienfaiteur précieux. Chez les Marchands de livres, la gratitude envers un commissionnaire actif consiste à tâcher de le déshonorer, à vouloir lui faire payer une amende, & se faire adjuger les livres qu'ils lui ont vendus, après qu'il les leur a payés. Voilà ce que dit le sieur Luneau, & ce qui est bien différent du langage que lui prêtent ses adversaires.

Pour détruire sa prétention, il ne faut que copier le commencement de l'art. 4 du règlement de la Librairie du 28 Février 1723, qui se répète dans tous les enregistrements de privilèges accordés aux Auteurs; précaution nécessaire pour qu'ils n'en ignorent.

Pour détruire les prétentions des Libraires, il ne faut que copier le commencement d'un des privilèges accordés au sieur Luneau. Voici par exemple celui des Commentaires sur Racine, qui lui a été accordé l'année dernière, le 5 Janvier 1768.

« Notre amé le sieur Luneau de Boisjermain, nous a » fait exposer qu'il desireroit faire imprimer & donner au » public des Notes & des Remarques de sa composition » sur les Œuvres de Jean Racine, s'il nous plaisoit lui » accorder nos Lettres de privilège sur ce nécessaires. A ces » causes . . . Nous lui avons permis & permettons . . . de » faire imprimer ledit ouvrage autant de fois que bon lui semblera, & de le VENDRE, faire VENDRE ET DÉBITER par tout » notre Royaume, &c. Faisons défenses à tous Imprimeurs, » Libraires, d'imprimer ou faire imprimer, vendre & débiter . . . ledit ouvrage . . . sans la permission expresse » par écrit, dudit exposant, OU DE CEUX qui auront droit » de lui, à peine de confiscation, &c.

« Défenses » sont faites à » toutes personnes, de quelque qualité » & condition

De ce texte combien de conséquences à tirer! D'abord on ne peut pas supposer qu'il y ait aucune contradiction entre le privilège & le règlement de 1723. Si ce règlement, dans ses prohibitions, comprenoit les gens de lettres, on auroit eu soin de réformer les privilèges qui leur ont été expédiés depuis cette époque; ou bien tous les actes émanés de la Chancellerie, du chef de la Justice, du premier

„ qu'elles soient
 „ autres que les
 „ Libraires &
 „ Imprimeurs,
 „ de faire le
 „ commerce
 „ de livres, en
 „ vendre & dé-
 „ biter aucuns,
 „ les faire affi-
 „ cher pour les
 „ vendre en
 „ leurs noms,
 „ soit qu'ils s'en
 „ disent les au-
 „ teurs ou au-
 „ trement, te-
 „ nir boutique
 „ ou magasin
 „ de livres, &c.
 „ à peine de
 „ 500 liv. d'a-
 „ mende, de
 „ confiscation,
 „ & de puni-
 „ tion exem-
 „ plaire ».

Officier du Royaume, feroient autant de pièges dressés à des hommes simples, hors d'état de s'en garantir. Le Roi, par le ministère de son principal organe, leur prodigeroit des prérogatives; il défendrait à toutes personnes de les empêcher d'en faire usage; il ordonnerait à *tous les Gens tenans ses Cours de Parlemens, &c. d'en faire jouir l'exposant pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il lui soit fait aucun trouble & empêchement*: & il autoriserait en même tems les Libraires à troubler dans l'exercice de leurs privilèges tous ceux que lui-même en auroit gratifiés! Ce seroit l'ame de la Magistrature, le Réformateur né des Loix, le Président, le Censeur spécial de tous les Tribunaux, le Gardien & le Protecteur primitif de tout l'Ordre judiciaire, qui prêteroit son nom & son ministère à cette odieuse supercherie! Le Chancelier, de la part du Roi, donneroit en 1768 des permissions en forme, que l'on éluderait en vertu d'un règlement de 1723! Cela ne peut pas être; cela ne peut pas se concevoir. Ainsi, de cela seul qu'on accorde tous les jours à la Chancellerie aux gens de lettres des privilèges tels que celui dont on vient de voir la teneur, il s'ensuit visiblement que les gens de lettres ne sont pas compris dans la défense générale de *vendre & débiter leurs livres*. Il s'ensuit qu'il faut que cette défense soit susceptible de quelque interprétation à leur égard.

Or quelle est cette interprétation? Le règlement de 1723 mis en opposition avec les privilèges, la donne: il explique de la manière la plus précise l'intention du Législateur à l'égard de ces mots *vendre & débiter*.

Ce qu'il interdit dans le commerce de livres, c'est le trafic de cette denrée, c'est le courtage mercantile des ouvrages d'autrui, c'est cette action d'acheter pour revendre, de se fournir à la manufacture, pour distribuer en détail aux particuliers qui ne sont pas Libraires. Voilà la fonction qu'il prohibe à tous autres qu'à des Libraires; mais jamais le Roi n'a songé à étendre cette prohibition vague à un auteur qui, ayant tiré de son propre fonds un ouvrage, le fait imprimer en vertu d'un privilège, & qui le distribue ensuite, aux termes de ce même privilège, par l'entremise des courtiers que le Roi lui permet de choisir dans la Communauté instituée pour ce courtage, & nommée *Librairie*, du nom des objets au négoce desquels elle se dévoue.

Il est extrêmement important à cet égard de fixer les idées, & de se faire des notions sûres, afin d'éviter la confusion affectée que les Libraires s'efforcent de jeter sur

la matière. Quelles sont leurs prérogatives? A quoi se bornent leurs droits? Que sont-ils enfin? Qu'est-ce qu'un Libraire? C'est un membre d'une Communauté instituée par le Gouvernement, pour jouir du droit exclusif de débiter en détail les livres imprimés. Qu'on y prenne garde, ils n'ont point, ils n'ont jamais eu, il seroit souverainement injuste, & peut-être encore plus dangereux qu'ils eussent seuls le droit de faire imprimer; ils n'ont exclusivement que le pouvoir de vendre en détail les ouvrages d'autrui (1).

A cet égard, leur ministère sur les livres est précisément celui des agens de change, chargés de l'agiotage des billets négociables; c'est le même que celui des Huissiers-Priseurs dans les ventes & criées. Ces Officiers sont désignés comme ayant seuls la capacité requise pour donner cours aux effets que leurs propriétaires veulent mettre sur la place. Il en est absolument de même des Libraires envers les gens de lettres. Ceux-ci sont les propriétaires des effets commerçables. Quand ils ont composé un livre, qu'ils l'ont fait imprimer, qu'ils veulent le faire passer sous les yeux du lecteur, ils ne procedent point par eux-mêmes; ils ne s'occupent pas personnellement de cette opération manuelle. Le Gouvernement, par des raisons particulières, les a astreints à employer le ministère d'une classe d'entremetteurs, qu'il a spécialement consacrée à cet emploi dans Paris & dans les Provinces: quiconque remplit cette formalité n'a point contrevenu aux réglemens, mais au contraire, les a scrupuleusement observés. Or, qu'a fait le sieur Luneau? On le répète, & les Libraires en conviennent; c'est par eux, c'est par leurs mains qu'il a vendu ses livres; qu'ont-ils donc à lui dire?

Il y a plus: il faut ici développer pour eux une idée qu'ils rougiroient de montrer, & qui est cependant le principe de la persécution qu'ils font essuyer au sieur Luneau. Quel est son véritable crime dans leur esprit? Ce n'est point d'avoir fait le commerce de la Librairie; ils savent bien au fond de leur cœur & dans la vérité, que cette accusation est ridicule de leur part. « Non, lui diroient-ils, s'ils

(1) L'article 3 du réglemant de 1686, page 9, s'exprime ainsi: *Les Libraires & Imprimeurs imprimeront & feront imprimer les livres en beaux caractères . . . & lorsque lesdits livres seront imprimés AUX DÉPENS DES LIBRAIRES ET POUR LEUR COMPTE, &c.* Ces paroles n'ont besoin d'aucune explication, elles prouvent clairement que les gens de lettres ont eu seuls d'abord le droit de faire imprimer, & que ce n'est que par hasard & en vertu de la cession que les Auteurs ont faite de leurs privilèges aux Libraires, qu'ils ont joui du droit de faire imprimer un ouvrage pour leur compte.

» l'ofoient, vous n'avez pas entrepris sur notre commerce ;
 » vous n'êtes pas repréhenfible dans votre conduite aux yeux
 » de la Loi, mais vous l'êtes aux nôtres ; vous venez de
 » donner aux gens de lettres un exemple, utile à la vérité
 » pour eux, avantageux même au commerce de la Librairie
 » en général, mais fujet à bien des inconvéniens pour
 » nous autres Libraires de Paris, un exemple qui va tirer
 » tous les auteurs de la captivité où nous les tenons depuis
 » que nous formons un Corps, un exemple qui va nous
 » réduire à n'être auprès d'eux que ce que nous devons
 » être, leurs mandataires, leurs commis ; au lieu d'être,
 » comme nous le voulons, & comme nous le fommes
 » affez souvent, leurs defpotes & leurs tyrans.
 » Vous envoyez directement vos ouvrages aux Libraires
 » de Province ; vous avez par ce moyen trois cents agens
 » foigneux qui travaillent pour vous avec zele, qui vous
 » rendent un compte exact du débit & du bénéfice d'une
 » édition : voilà ce qui nous defefpere. Jufqu'ici nous étions
 » parvenus à faire croire qu'un auteur ne pouvoit avoir
 » qu'un feul Libraire pour le débit d'un même ouvrage, lors
 » même qu'il avoit fait les frais de l'impreffion ; que tous
 » les ouvrages imprimés aux frais d'un auteur devoient
 » être déposés entre les mains des Libraires de Paris ; qu'un
 » feul d'entre nous pouvoit être autorifé à les faire cir-
 » culer au dehors ; nous mettions par-là refpectivement
 » dans notre dépendance, chacun pour les objets à nous
 » confiés, & les gens de lettres & les Libraires de Province ;
 » nous ne donnions aux premiers que la connoiffance qu'il
 » nous convenoit de leur donner du débit de leurs livres, &
 » nous forcions les autres à les acheter le prix qu'il nous plai-
 » foit : fi au contraire vous leur apprenez qu'un auteur a, com-
 » me cela eft incontestable, le droit de choifir dans toute la
 » Librairie du Royaume, telles mains & en tel nombre qu'il
 » jugera à propos pour la diftribution de fon ouvrage, & que
 » les autres peuvent, comme il faut encore en convenir, les
 » recevoir légitimement de l'auteur lui-même ; vous nous
 » privez d'un droit, ufurpé à la vérité, mais d'un droit
 » dont nous faisons tous grand cas, parce qu'il nous rap-
 » porte beaucoup. Vous nous réduifez à la néceffité, ou
 » de voir paffer aux Libraires de Province la confiance des
 » gens de lettres, & le bénéfice qui en eft le fruit, ou
 » d'en agir avec ceux-ci d'une manière à nous l'affurer,
 » de leur faire un traitement affez avantageux pour qu'ils
 » ne foient pas tentés de l'aller chercher ailleurs : or, c'eft
 » ce qui nous coûtera beaucoup, à nous autres Libraires
 » de Paris, attendu le défaut d'habitude.

« Voilà pourquoi nous voulons tâcher de surprendre le
 » Magistrat , en lui faisant regarder vos opérations avec les
 » Libraires de Province comme commerce. Voilà pourquoi
 » nous nous efforçons de prouver que vos traités licites avec
 » les Libraires de Province , sont autant de ventes contraires
 » au règlement de 1723 , quoique dans le fond ils n'en
 » blessent ni la lettre ni l'esprit , quoique nous sachions très-
 » bien que ce ne sont pas là les *ventes* qu'il a prosrites ,
 » & que même le nom de *vente* ne peut pas leur être appli-
 » qué. Notre objet est de vous obliger comme tous vos con-
 » freres les Gens de Lettres , à faire élection d'un seul &
 » unique Libraire de Paris , par lequel vous serez tyrannisé
 » comme eux ; qui fera sur vous , comme nous le faisons
 » sur eux , un gain considérable ; qui jouira despotique-
 » ment du fruit de votre travail , & qui ne vous en don-
 » nera que la plus petite part , s'il ne lui est pas possible de
 » garder le tout ».

Un tel discours ne feroit pas honneur à tenir ouvertement ; c'est cependant le résultat de tous les reproches & de tous les raisonnemens des Libraires de Paris ; c'est cette route ouverte vers ceux de leurs confreres qui exercent leur profession dans les Provinces , qui les indigne ; c'est cette communication liée avec des gens éloignés & indépendans d'eux , qui les afflige.

Aussi disent-ils , pag. 6 de leur Mémoire , qu'il est inutile de discuter si le droit du sieur Luneau s'étendoit à traiter de ses livres avec d'autres Libraires que ceux de la Capitale. Ils voudroient bien en effet qu'on consentît à écarter cette discussion incommode ; ils ne la croient pas inutile , mais dangereuse. Ils sentent que le résultat ne peut pas leur en être favorable : on leur en fait grace pour le présent. On se borne seulement à leur demander de quel œil ils regardent les Libraires de Province ?

Les rejettent-ils de leur Société , de leur confraternité , comme des bâtards indignes d'y participer ? Les Libraires de Paris se croient-ils les seuls fils légitimes de la Librairie , les seuls enfans chéris , les seuls à qui soient dues ses caresses & ses faveurs ? En ce cas , on l'avoue , le sieur Luneau aura eu tort de se lier avec des Correspondans impurs , flétris de la tache humiliante de l'illégitimité ; mais si cette tache n'existe pas , si tous les Libraires du Royaume sont les membres d'une grande famille dont la tige est à Paris , & dont les branches se sont dispersées , pour l'utilité publique , dans les différentes villes du Royaume ; si ces cadets n'ont pas plus mérité que leurs aînés d'être déshérités par leur mere commune , on ne voit pas quelle honte ni quel crime il y

auroit à contracter des alliances avec eux ; on ne voit pas sur quel fondement les Libraires de Paris osent faire un crime au sieur Luneau de les avoir recherchés : on ignore pourquoi ils travaillent à le rendre suspect au Magistrat , sans avoir d'autres griefs à lui objecter que cette union justifiée par toutes les loix , ou plutôt on voit bien pourquoi ils le font ; mais on ne voit pas qu'ils soient fondés à le faire.

Au reste les expressions mêmes du privilège levent toute espece d'ambiguité à cet égard : il permet à l'impétrant de *vendre, faire vendre & débiter ses ouvrages par tout le Royaume.* Il défend à *quiconque n'aura pas une permission expresse de lui, ou de ceux qui auront droit de lui, de les vendre & débiter.* Ces mots, *par tout le Royaume & de ceux* , prouvent bien évidemment qu'un auteur peut traiter avec autant de Libraires qu'il veut , pour les différens exemplaires d'un même ouvrage , qu'il peut donner pouvoir & droit de le vendre à son profit en plusieurs endroits ; qu'il peut disperfer ses commis à Lyon , à Bordeaux , à Nantes , comme à Paris , sans contrevenir au règlement de 1723. Ils prouvent plus, ils démontrent que toute la procédure des Syndic & Adjoints , est une misérable chicanne, imaginée pour servir de voile à un vil intérêt , à une basse jalousie contre leurs propres confreres, & contre une classe d'hommes qu'ils devroient respecter , puisque leur propre état dépend d'elle.

En deux mots , le règlement de 1723 interdit à tout autre qu'à des Libraires *la vente & le débit des livres* ; mais ce n'est point une vente & débit qu'a fait le sieur Luneau (1), ce sont des pouvoirs qu'il a distribués aux différens Libraires de Province qu'il lui a plu de choisir pour procéder, à son profit , à cette vente & débit. Cette distinction est très-importante à saisir ; elle donne le nœud de toute l'affaire.

Le sieur Luneau , pour rappeler l'exemple déjà cité , se trouve présentement dans le même cas qu'un banquier qui confie à plusieurs agens de change à la fois, des papiers pour les faire courir sur la place. Il est dans le cas d'un homme qui voulant faire vendre ses effets par un Huissier-Priseur qui y emploieroit 20 vacations, feroit faire en un même jour 20 ventes différentes, par autant d'Officiers qu'il auroit chargés chacun d'une partie de ses effets. Ces deux compagnies céderoient-elles au délire qui anime ici les Libraires ? Oseroient-elles accuser le banquier ou le propriétaire des effets exposés à la criée , d'avoir entrepris sur leurs fonctions ? Iroient-elles à ce point de déraison & d'ingratitude de faire

(1) Quant à ceux de ses ouvrages qu'il a fait imprimer à ses frais. On traitera ailleurs l'article de la commission.

un crime à l'un ou à l'autre d'avoir donné une occasion de bénéfice à plusieurs de leurs membres ?

Voilà pourtant l'excès que se permettent les Libraires précisément dans la même situation. S'il y a quelque différence, elle ne consiste qu'en ce que les Agens de change & les Huissiers ne peuvent pas, au moins légitimement, se mêler des négociations auxquelles ils président; au lieu qu'il est permis aux Libraires, en vendant des livres pour le compte des auteurs, d'en faire aussi le commerce pour eux-mêmes; mais cette différence n'en met aucune dans l'état de la question. Lors même que ces Marchands font imprimer ou vendent des livres en leur nom en apparence, ils ne sont encore que les représentans, les mandataires de l'homme de lettres dont ils ont acquis les droits. Dans ce cas, ces droits leur sont transférés par un seul & même marché pour la totalité de l'édition. Dans celui du sieur Luneau, son droit ne leur est confié que par portion & individuellement. Or celui qui peut tout, peut sans doute une partie. Celui qui peut autoriser un seul Libraire à vendre cent exemplaires de son livre, en peut sans contredit autoriser trois cents à en vendre chacun un, & c'est ce qu'a fait le sieur Luneau.

Cette vérité est si évidente, que c'est perdre du tems que de s'arrêter à la développer davantage. On le répète : les Libraires de Paris eux-mêmes en conviendroient, si leur propre intérêt, si la jalousie de métier contre leurs Confreres ne faisoit mourir la vérité dans leur bouche, & ne les attachoit à des sophismes captieux, illusoires, puériles, dont ils sentent mieux que personne la foiblesse & l'absurdité.

Plus ancienne-
ment, le régle-
ment du mois
d'Août 1686,
art. VI, disoit :
« Défendons à
» toutes person-
» nes autres
» qu'aux Impri-
» meurs & Li-
» braires, de
» vendre & dé-
» biter aucuns
» livres, & de
» les faire affi-
» cher pour les

Dès que le réglement du 21 Août 1686 dit la même chose que celui de 1723, il est prouvé qu'il n'en résulte rien contre le sieur Luneau. Il n'a point vendu & débité de livres; il ne les a point fait afficher pour les vendre & débiter en son nom.

» vendre en
 » leurs noms ,
 » soit qu'ils s'en
 » disent les au-
 » teurs ou autre-
 » ment, à peine
 » de 500 livres
 » d'amende
 » contre les con-
 » trevenans , &
 » de confisca-
 » tion desdits li-
 » vres ».

Et avant ce-
 lui-là, le régle-
 ment de 1618,
 art. XIV, disoit
 aussi. « Les Au-
 » teurs ou Cor-
 » recteurs (alors
 » on se rendoit
 » propres les an-
 » ciens Auteurs
 » en donnant
 » leur texte cor-
 » rectement) ne
 » pourront a-
 » voir d'Impri-
 » merie ni pres-
 » ses en leur
 » maison ou ail-
 » leurs pour im-
 » primer ou fai-
 » re imprimer
 » leurs livres ,
 » ni les vendre,
 » ni faire af-
 » ficher sous
 » leur nom ou
 » autre ; ains
 » leur sera per-
 » mis les faire
 » imprimer ,
 » pour être ven-
 » dus par les Li-

Même réponse. Toutes ces citations sont inutiles , parce
 qu'elles ne sont pas applicables au cas où se trouve le sieur
 Luneau , qui n'a point vendu ses livres par lui-même , qui
 ne les a point fait afficher pour les vendre en son nom ,
 & qui ne fait point imprimer chez lui , quoique les Li-
 braires aient eu l'audace de l'avancer dans leur Requête du
 13 Octobre 1768.

» braires , Im-
 » primeurs , ou
 » Relieurs ; (c'é-
 » toit alors la
 » même Com-
 » munauté) &
 » non par d'au-
 » tres , à peine
 » de confisca-
 » tion & d'a-
 » mende aux
 » contreve-
 » nans.

Qui croiroit
 que , malgré une
 loi si précise , le
 sieur Luneau ,
 par une subtilité
 très-singulière ,
 trouve qu'elle
 ne regarde pas
 les Auteurs ?

Pour le désa-
 bufer , il ne faut
 que lui citer les
 Sentences & Ar-
 rêts qui ont ju-
 gé suivant cette
 loi.

Sentence du
 10 Juillet 1668 ,
 qui ordonne
 que l'Arrêt du
 Conseil du 6
 Octobre 1667 ,
 aura son execu-
 tion ; & défend
 en conséquence
 à *Mo'iceau* , *Chi-
 rurgin* à Paris ,
 de vendre ses ou-
 vrages par ses
 mains , mais

Qui croiroit que , malgré une évidence aussi frappante ,
 les Libraires , par une opiniâtreté & un aveuglement incon-
 cevables , s'obstinent à essayer de persuader que ce règle-
 ment concerne le sieur Luneau ?

Pour désabuser les Libraires de Paris , il ne faut que
 leurs citations mêmes : on va voir si l'on a eu tort de dire
 qu'ils fournissoient les armes les plus victorieuses contre
 leurs propres prétentions.

Le sieur Luneau n'a point vendu ses ouvrages par ses
 mains , mais bien PAR CELLES DES LIBRAIRES & Imprimeurs ;
 il a donc fait ce que la Sentence prescrit ; elle est donc toute
 en sa faveur.

bien par celles des Libraires & Imprimeurs. Cet Arrêt du Conseil du 6 Octobre 1667, art. IV, ne faisoit que des défenses générales de faire le commerce de Librairie, à ceux qui n'étoient pas Libraires, sans spécifier les Auteurs. Mais les Auteurs étoient compris dans le général, & Moriceau fut condamné quoique son livre ne contint que des leçons qu'il donnoit à ses élèves.

Sentence du 21 Août 1682, qui confisque au profit de la Communauté des Libraires, sur Blegny, Chirurgien à Paris, les livres de sa composition qu'il vendoit par lui-même dans une boutique.

Le sieur Luneau les vend dans un Magasin, l'un & l'autre sont égale-

Le sieur Luneau ne vendoit point ses livres par lui-même, ni dans une boutique : donc la Sentence ne le regarde pas.

Qu'on prenne garde à la signification du mot *vente*. Dans le sens des Libraires de Paris ce mot s'applique à toutes les remises faites par le sieur Luneau aux Libraires de Province ou de Paris qu'il a honorés de sa confiance. Ainsi, pour ne point sortir de l'exemple déjà cité, dans le sens des Li-

ment défendus dans le règlement de 1723, transcrit ci-dessus). Et lui défend de les vendre à l'avenir par lui-même, mais par un Libraire, & le condamne aux dépens.

Du même jour, Sentence pareille contre le sieur de la Faveur, auteur d'une chymie qu'il faisoit vendre chez Daumont qui n'étoit point Libraire.

Le sieur Luneau ne manquera pas de dire : les Juges qui rendoient ces Sentences, n'entendoient rien à la loi, ils devoient l'interpréter comme je le fais aujourd'hui.

Eh bien ! le Législateur va parler lui-même ; peut-être le croira-t-il.

Le sieur le Pelletier, Expé-

braires, quand un Banquier charge un Agent de change de lui négocier du papier, il fait une vente à cet Agent. Quand les parens d'un homme mort appellent un Huissier pour vendre ses effets, ils font une vente à cet Officier. Voilà comme les Libraires raisonnent.

On examinera tout à l'heure ce que c'est que le prétendu *magasin* du sieur Luneau.

Mais le sieur Luneau fait vendre ses livres chez des *Libraires qui sont Libraires*, la Sentence ne peut donc pas lui être appliquée.

Non. Le sieur Luneau ne s'exprimera pas ainsi. Ce ton familier & bas n'est pas le sien. Il dira que les Juges qui ont rendu ces Sentences entendoient très-bien la Loi, qu'ils en ont fait une application très-juste, & que c'est à cause de cela même qu'elles lui sont favorables, ou qu'elles ne lui sont point opposées.

Si c'est le Législateur qui parle, le sieur Luneau l'écouterà avec respect. Mais ne seroit-ce point un Libraire qui usurperoit ce beau nom pour s'attirer un moment d'attention ?

ditionnaire en Cour de Rome, faisoit imprimer un livre de sa composition, intitulé, *Instructions pour obtenir en Cour de Rome toutes sortes d'expéditions*. Il avoit apparemment autant de sagacité que le sieur Luneau, dans l'interprétation de la loi. Il s'étoit persuadé qu'il avoit droit de vendre son livre, & il avoit fait mettre son adresse sur le titre. Les Syndic & Adjoints saisirent le livre chez l'Imprimeur, & eurent en leur faveur une Sentence de Police, du 17 Octobre 1698. Le sieur le Pelletier en appella, sur quoi intervint l'Arrêt du Conseil du 27 Janvier 1700, dans lequel, en confirmant la Sentence, le Roi prononça :
 « Fait Sa Ma-
 » jesté défenses
 » audit le Pelle-
 » tier de vendre

Ce n'est point le Législateur qui parle. Cela est évident. C'est un Libraire. 1°. Le Législateur n'auroit pas dit, sans explication, que tandis que le sieur Pelletier faisoit imprimer son livre, les Syndic & Adjoints l'ont fait saisir chez l'Imprimeur. Le Législateur sait que le droit de faire imprimer est commun à tout homme qui a obtenu un privilege ; & si le sieur Pelletier a été saisi valablement, c'est qu'il faisoit imprimer sans permission : ce qui est une espece toute différente de celle où se trouve le sieur Luneau.

2°. Le Législateur se seroit bien gardé de croire qu'il pût résulter aucune conséquence contre le sieur Luneau, de ce que le sieur Pelletier a reçu des défenses de *vendre & débiter ses livres en sa maison*. Car c'est ce que le sieur Luneau n'a jamais fait.

3°. Il paroît que le sieur Pelletier avoit mis son adresse sur le titre des livres. Voilà ce qui lui attira la répréhension ci-dessus. Le sieur Luneau s'est-il permis cette contravention ? Non. Ce n'est donc pas lui que le Législateur a jamais pu avoir en vue, en citant la condamnation de Pelletier.

» & débiter ses
 » livres en sa
 » maison ; or-
 » donne que
 » l'art. V I du
 » règlement de
 » 1686 (transf-
 » crit ci-dessus)
 » fera execu-
 » té ».

Dans l'Arrêt
 du Conseil du
 11 Juin 1708 ,
 contre Lully ,
 le Roi pronon-
 ça : « Fait Sa
 » Majesté dé-
 » fenses audit
 » Lully , d'affi-
 » cher, vendre ,
 » ni faire ven-
 » dre ses Opera
 » par autres que
 » par un Librai-
 » re , sur les
 » peines por-
 » tées par l'art.
 » V I du ré-
 » glement de
 » 1686 ».

Le sieur Lu-
 neau qui n'igno-
 re aucune de ces
 autorités, déses-
 pérant de faire
 entendre une
 interprétation
 qu'il n'entend
 pas lui-même,
 après avoir
 dit que les Au-
 teurs ne sont
 pas compris
 dans la loi ,

Suivant la phrase des Libraires , c'est encore le Législa-
 teur qui parle ; mais il est bien clair que c'est toujours un
 Libraire qui déraisonne. Si le Roi défend audit *Lully*, de faire
 vendre ses Opéra par d'autres que par un Libraire , il lui per-
 met donc de les faire vendre par un Libraire. Voilà ce que
 le Législateur autorise. Voilà ce que le sieur Luneau a fait.
 Cet exemple est décisif pour lui. De plus il n'a point fait affi-
 cher ses livres pour les vendre en son nom.

On a vu si cette interprétation est inintelligible. Combien
 les Libraires ne donneroient-ils pas pour pouvoir éblouir le
 Magistrat , ou lui cacher la clarté du sens qu'elle lui présente !

Il est vrai que le sieur Luneau l'a dit. Il est vrai aussi
 qu'il n'a vendu ses livres qu'à des Libraires, & que ces Librai-
 res qui critiquent sa conduite , viennent de citer une foule
 d'exemples qui la justifient.

continue, en disant (§. 1, de son Mémoire) je me suis d'ailleurs renfermé dans la loi : je n'ai *vendu mes livres*

qu'à des Libraires ; il est vrai que je ne me suis pas contenté d'en *vendre* à ceux de Paris, & que pour me tirer de l'esclavage ruineux où me retenoient ceux-ci, j'en ai traité avec des Libraires de Province, dont je me suis bien trouvé.

Il est inutile de discuter si le droit du sieur Luneau s'étendoit à traiter de ses livres avec d'autres Libraires que ceux de la capitale,

Et de répondre à sa déclamation contre le prétendu *manège des Libraires*. Elle lui est commune avec tous les

Le sieur Luneau n'a point dit qu'il *ait vendu ses livres* à des Libraires, mais qu'il *a remis ses livres* à des Libraires, qu'il les leur a confiés pour les vendre, ce qui est fort différent. Les Syudic & Adjoints affectent toujours de confondre les termes, & de faire passer toutes les relations du sieur Luneau avec leurs Confreres pour autant de *ventes*. Cette confusion est d'autant moins excusable, qu'ils sçavent à merveille & probablement par leur propre expérience que quand les Libraires se chargent des livres appartenans aux Gens de lettres, ils ne les prennent qu'en compte & sous la condition de les rendre quand ils ne les vendent pas : c'est toujours ainsi que le sieur Luneau a traité avec eux.

On l'a déjà observé, rien n'est moins inutile que cette discussion. Elle fait l'apologie du Sr Luneau. Son privilège le met en droit de *vendre, faire vendre & débiter ses livres par tout le royaume, par celui ou CEUX qui auront droit de lui*. Tout Libraire reçu en titre, sur les terres de l'obéissance du Roi, est habile à recevoir la mission d'un homme de lettres, pour débiter en son nom l'ouvrage qu'il a fait imprimer, soit dans la capitale, soit ailleurs. A cet égard la liberté est entière ; l'indépendance est absolue. Il n'y a que la cupidité intéressée des Libraires de Paris, qui puisse mettre en principe qu'il est inutile d'examiner cette question.

Si les livres du sieur Luneau n'ont point de débit, pourquoi donc les Libraires de Paris l'accusent-ils d'en avoir vendu ? Vend-on ce qui ne se vend pas ? Il faudroit être conséquent, lorsqu'on veut se mêler de raisonner.

On sent bien que les Libraires ont voulu faire ici une mauvaise plaisanterie : mais elle retombe sur eux. Pourquoi sont-ils si jaloux d'un commerce infructueux ? Pour punir le sieur Luneau de ses entreprises, ils devroient lui

Auteurs dont les livres n'ont point de débit. Qu'ont-ils vu cependant? Que les Libraires qui étoient obligés de leur payer leurs livres comptant, n'en donnoient pas à crédit, ce qui à la vérité n'accélere pas le débit.

fournir les moyens de les multiplier, au lieu de faire remuer tant de ressorts, & de prodiguer de si pitoyables argumens, pour l'empêcher de les continuer. Si les livres qu'il a composés n'ont pas de débit, la meilleure maniere de se venger de lui seroit de les lui laisser débiter.

Les Syndic & Adjoints acceptent seulement le défi qu'il leur fait, page 5 de son Mémoire, de prouver qu'il ait vendu un seul livre à d'autres qu'à ceux qui ont la possession exclusive de ce négoce. Ils se rappellent que sur les registres de commerce du sieur Luneau, paraphés du Commissaire Formel, ils y ont vu des noms de personnes qui ne sont pas Libraires, entre autres du Sr Costard.

Cette prétendue preuve n'a aucun rapport à l'objet du défi. Le sieur Luneau a dit aux Libraires :

Je n'ai jamais vendu de livres à des particuliers; je n'ai jamais fait votre commerce de détail, & les Libraires disent que sur les registres du sieur Luneau, ils ont vu des personnes qui ne sont pas Libraires. Ils ont toujours une justesse & une force de raisonnement surprenante! mais elle se fait sur-tout remarquer quand on vient à examiner pourquoi le sieur Costard se trouve couché sur les registres du sieur Luneau: est-ce comme acheteur, comme vendeur, comme intéressé d'une manière ou d'une autre avec le sieur Luneau? Les Libraires ne le disent pas, il faut bien suppléer à leur silence.

Le sieur Costard, qui s'est fait Libraire depuis quelque tems, est fils d'un Marchand de papier; il connoissoit des Libraires que le sieur Luneau ne connoissoit pas. Il étoit ami du sieur Luneau; celui-ci, quand il avoit quelques commissions pour la Province, prioit son ami d'acheter pour lui, chez les Libraires avec lesquels il étoit lié, les articles qu'on lui demandoit. Le sieur Luneau en tenoit note sur son registre pour se rappeler à lui-même la quotité des déboursés qu'il avoit à rembourser à son ami, comme celles des avances qu'il devoit exiger des Libraires ses correspondans, dont il remplissoit par son moyen les conditions (1).

Voilà ce qu'il plaît aux Syndic & Adjoints d'appeller une preuve des ventes illicites que le sieur Luneau faisoit à des

(1) Voyez pag. 160 du registre A au 16 Août, p. 145 au 28 Juillet, pag. 142, au 20 Juillet.

particuliers. Il ne s'agit point de plusieurs particuliers, mais d'un seul. Il n'est pas question de *vente*, mais d'achats. Ce ne sont point des achats faits chez le sieur Costard : mais par le sieur Costard, à titre de commission, chez les Libraires en qualité & en exercice.

C'est chez lui qu'ils prirent connoissance du commerce de Librairie que faisoit ce Marchand de papier.

Ce Marchand de papier est aujourd'hui Libraire. Le ton méprisant que prennent à son égard ses nouveaux Confreres, est un peu déplacé.

C'est d'après cette découverte, qu'au sortir de la maison du sieur Luneau, ils furent faire une saisie toute semblable chez le sieur Costard.

Oui. Mais quelle découverte ont-ils faite chez le sieur Costard ? Ils y ont trouvé la même chose que chez le sieur Luneau, beaucoup de livres que ce Marchand de papier avoit été obligé de prendre d'eux en paiement de son papier qu'il leur avoit fourni ; & ce sont ces livres qu'ils y ont saisis. Telle est la méthode favorite des Libraires de Paris (1). Ils achètent sans argent, ils paient avec des livres, & vont ensuite saisir, comme fraudeurs, comme pris en contravention, tous leurs créanciers qui ne se sont pas défaits d'un manège aussi coupable. Il en a déjà été porté des plaintes sans nombre au Magistrat. Le sieur Fetil, ancien Relieur, qui a quitté la profession d'habiller des livres pour celle de les vendre, n'a subi cette métamorphose que par une suite de la supercherie que l'on dénonce ici au Ministère public, chargé de punir les injustices & de les réprimer. Le sieur Costard a été dans le même cas. On ne feroit pas embarrassé à citer ici mille exemples qui établissent l'existence de cette fraude lucrative pour la Communauté.

Mais, dit le sieur Luneau, quand le Roi m'accorde un privilège pour un livre, il me permet de le vendre aux termes du privilège.

Il est vrai que le sieur Luneau dit cela, & il a eu raison de le dire.

(1) On ne dit pas de tous. Cette profession, comme toutes les autres, a aussi ses hommes respectables par leurs talens & leur probité, qui ne se prêtent point à toutes ces manœuvres, qui les désapprouvent & les détestent ; mais tel est malheureusement le sort de tout ce qui s'appelle Compagnie ou Communauté. On ose souvent faire hasarder au nom du Corps des démarches que chacun des membres pris séparément, rougiroit d'avouer. De cette espece, sont les saisies que l'on indique ici en général, & celle que l'on a faite sur le sieur Luneau en particulier.

ge. Mon privilège est postérieur à la loi que vous alléguiez, & ce n'est pas la restriction que vous insérez dans l'enregistrement, qui peut détruire la permission de vendre que le Roi m'a accordée.

Pour répondre à cette objection, il est essentiel de remarquer que, dans la vue d'éviter la dépense d'un copiste, on a depuis quelque tems fait imprimer les formules des privilèges & que la formule usitée pour les Libraires seuls ayant été adoptée dans cette impression, on la distribue indistinctement à tous ceux qui en demandent. De là vient que le terme vendre qui ne se trouvoit que dans les privilèges accordés aux Libraires, se trouve aussi dans ceux accordés aux Auteurs.

Avant que de répondre à cette objection, il est essentiel de remarquer que ce peu de mots renferme une inculpation bien peu réfléchie & une imposture bien imprudente.

Ce n'est point dans la vue d'éviter la dépense d'un copiste qu'on a fait imprimer depuis quelque tems les formules des Privilèges. Quel qu'ait été le motif de cette innovation, il est sûr qu'on ne doit pas l'attribuer à une léfinerie dont cette partie de l'administration n'est pas susceptible. Le blâme en retomberoit sur le Magistrat lui-même, ou sur les Préposés qui veillent sous lui au maintien du bon ordre dans la police de la Littérature. On sait qu'ils ont des copistes à leurs ordres autant qu'ils souhaitent d'en avoir. On ne peut donc pas supposer que ce soit pour épargner la dépense d'un copiste qu'ils ont pris le parti de faire imprimer les formules des Privilèges.

Ensuite il est faux que ce soit la formule usitée pour les Libraires seuls qui ait été adoptée dans cette impression. Dans tous les tems cette formule a été en usage, & on en employoit une, autrefois, plus expressive. A cet égard, on accableroit les Libraires de preuves, si l'on vouloit se donner la peine de les choisir ou de les chercher. On leur produiroit le Privilège de l'Antechrist ou de l'Antipapeffe, accordé en 1598 à Florimond de Rémond, Conseiller au Parlement de Bordeaux, à qui il est permis & octroyé de faire imprimer & mettre en vente par TEL ou TELS Imprimeurs & Libraires (ces termes sont bons à peser) qu'il lui plaira choisir, ledit livre intitulé l'Antechrist.

On leur citeroit celui de l'histoire de Charles VI, composée par Juvenal des Ursins, Archevêque de Rheims, accordé en 1614 à Théodore Godefroi, Avocat en Parlement, qui recouvra ce manuscrit, & le publia; privilège

qui porte défenses à tous Libraires & Imprimeurs de vendre ladite histoire sans le congé du Suppliant.

On leur rappelleroit celui de *l'histoire* du Fanatisme du sieur de Brueys, par lequel il est permis audit sieur, en 1692, de faire *imprimer ledit livre, de le vendre* (1) & *débiter* en tel volume, marge & caractère que bon lui semblera pendant le tems & espace de dix années consécutives.

Celui d'une tradition de Saluste, par lequel l'Auteur est également autorisé, en 1677, à faire *imprimer, VENDRE & débiter* son livre pendant dix ans, &c. (2).

Celui de *l'histoire du Marquis de Montbrun Saint-André*, par lequel il est permis à l'Auteur, en 1668, de la faire *imprimer, VENDRE & débiter* pendant dix ans consécutifs.

Celui de l'histoire du Peuple de Dieu, qui permet, en 1727, au Pere Berruyer, Jésuite, de faire *imprimer ledit livre en un ou plusieurs volumes, de les VENDRE ET DÉBITER* (3) par tout le Royaume pendant le tems de quinze années consécutives.

Celui des Voyages du Pere Labat, en Espagne & en Italie, qui accorde aud. Pere, en 1728, le pouvoir de faire *imprimer ledit livre ci-dessus spécifié en un ou plusieurs volumes, & de le VENDRE, faire vendre & débiter* (4) par tout le Royaume pendant le tems de huit années consécutives.

Celui de toutes les Académies de Paris & du Royaume, qui emporte un pouvoir exprès de faire *imprimer, vendre & débiter en tous les lieux du Royaume par tel Libraire que ladite Académie jugera à propos, &c.* pouvoir que chacune de ces savantes Compagnies communique à ceux de ses membres ou des étrangers qu'il lui plaît, sans que jamais on se soit avisé de soupçonner qu'elles dérogeassent aux augustes & sacrées prétentions des Libraires de Paris.

C'est donc un mensonge formel de leur part d'avoir osé avancer que le mot *vendre* ne se trouvoit dans les privilèges accordés aux Gens de lettres, que parce qu'on s'étoit avisé de leur adapter depuis quelque tems la formule réservée pour les Libraires. Cette assertion est le comble de l'audace & même de l'indécence : on ne craint pas de le dire.

(1) Il ne dit pas de le faire vendre.

(2) Ces privilèges, ainsi que le suivant, sont enregistrés sans aucune restriction. L'idée de ces restrictions ne remonte pas bien loin : s'il étoit essentiel pour le sieur Luneau de le faire connoître, il auroit bientôt trouvé dans quelle année les Libraires ont imaginé de mettre des clauses à l'enregistrement des privilèges.

(3) Il ne dit pas les faire vendre.

(4) De le vendre, faire vendre. Le Pere Labat & le Pere Berruyer n'étoient pas Libraires : les privilèges ne s'imprimoient pas,

C'est le comble de l'audace, puisque rien n'est si faux; puisque loin d'avoir, par l'innovation qu'ils inculpent, augmenté les prérogatives des Gens de lettres, on les a diminuées; puisqu'au lieu de leur accorder comme autrefois, en termes exprès, le droit de faire imprimer & de vendre eux-mêmes leurs ouvrages comme on vient de le voir, on ne leur assure plus que celui de les faire imprimer & de les faire vendre par des Libraires.

C'est le comble de l'indécence, puisqu'enfin les Libraires devroient penser à ce qu'ils sont à l'égard des Gens de lettres: c'est un manque de respect impardonnable, que d'assimiler ainsi les maîtres aux inférieurs, les commettans aux commis. C'est une grossière imprudence que d'oser accuser le Gouvernement d'être tombé dans une pareille méprise; d'avoir confondu les Gens de lettres avec les Libraires; de ne s'être montré complaisant envers les premiers, que parce qu'ils auroient eu l'apparence des seconds.

Etrange délire de l'amour propre! Prodigieux excès de vanité. A entendre les Adversaires du sieur Luneau, les Libraires de Paris sont donc les objets préférés de la tendresse du Ministère. C'est pour eux seuls, c'est pour leurs intérêts particuliers que toute la Police de la littérature a été établie. Les Gens de lettres sont des atômes dont l'existence n'a seulement jamais paru digne aux Gens en place de la moindre attention. C'est pour les *Libraires de Paris* qu'on a tout fait; ce sont les *Libraires de Paris* que l'on a eu seuls en vue. Si quelques-unes de ces mittes pensantes, quelques-uns de ces petits individus raisonnans, désignés sous le nom de GENS DE LETTRES, ont quelquefois obtenu des privilèges en leur nom, pour leurs productions, les facultés qui s'y trouvent énoncées, n'y sont, que parce que, heureusement pour eux, on les a pris pour des *Libraires de Paris*. C'est la dépouille du lion qu'on leur a prostituée sans s'en appercevoir. Sans cette méprise honorable à des vermisseaux de cette espece, ils auroient toujours rampé aux pieds de ces êtres majestueux, qui ont seuls une consistance respectable aux yeux de la politique, de ces *Libraires de Paris* qui veulent envahir tout, qui prétendent à tout, qui affectent une domination arrogante & sur les livres & sur ceux qui les composent, & sur ceux qui les débitent dans les Provinces. On ne s'amuse point à rabaisser les bouillons d'un orgueil aussi ridicule; pour les dissiper, il suffit de les exposer au grand air.

De même, au lieu de ces tor-

mes : *A condition que l'impétrant se conformera en tout aux réglemens de la Librairie & notamment à celui du 10 Avril*

1725 ; on ne trouve plus à présent que ces mots : conformément aux réglemens de la Librairie , & notamment à celui du 10 Avril 1725.

Les Auteurs qui obtiennent des privilèges font au moins obligés de connoître ce règlement du 10 Avril 1725 : que dit-il , ce règlement ? Le voici : le Roi avant de faire aucunes dispositions , dit que *les réglemens de la Librairie , & notamment celui du 18 Février 1723 , seront exécutés suivant leur forme & tenneur , & , y ajoutant , ordonne ce qui ensuit , &c.*

Or , *Qu'est-ce que la restriction qu'apposent les*

On le demande , *qu'est-ce qu'une restriction apposée par des Libraires à l'enregistrement d'un privilege ?* Les Libraires apposer des restrictions à des privilèges concédés par le Roi !

Libraires à l'enregistrement du privilège, sinon la copie de l'art. IV du Règlement de 1723, qu'aucun Règlement postérieur n'a abrogé, & que les Auteurs sont d'autant plus obligés d'exécuter, qu'ils ne trouvent leurs privilèges enregistrés qu'à cette condition. Si elle est contraire à leurs droits, pourquoi souffrir qu'elle y soit apposée, & avant de la transgresser, pourquoi n'en pas demander la radiation ?

On a peine à comprendre comment on peut user de pareilles défenses, moins encore comment l'on se permet de donner l'épithète de *célebre* au Règlement de 1723, & de mettre en note dans la même page, qu'il n'est pas enregistré au

On ne peut s'empêcher de revenir sur cette idée. Des Libraires modifier, contourner, affoiblir, dénaturer des actes émanés de l'Autorité suprême directement ! Ce langage paroîtra nouveau à quiconque daignera y réfléchir. Il en résultera dans l'esprit de tous ceux qui l'entendront, deux idées, ou plutôt deux surprises, l'une que des Libraires aient osé le hasarder, l'autre que le Ministère public leur permette de le tenir impunément.

On a fait voir que cet article ne concernoit point & ne pouvoit concerner les gens de lettres. Cette vérité est établie de manière à ne point souffrir de réplique.

Une autre vérité non moins certaine, c'est que la hardiesse des Libraires de Paris, sur le fait de l'enregistrement, est aussi éronnante que punissable. Plus haut ils apposent des restrictions à l'exécution de la volonté du Roi ; ici ils ne la tolèrent que sous des conditions. Pauvres gens ! Il faudroit sévèrement réprimer votre délire, si son excès ne le rendoit ridicule, & par conséquent peu dangereux.

On a peine à comprendre ce que les Libraires se sont promis de cette réflexion.

Parlement, sur-tout lorsqu'on parle à un Magistrat, Commissaire du Tribunal d'où il est émané.

Ce Règlement est authentique : & si l'enregistrement au Parlement, paroît si essentiel au sieur Luneau, on lui répondra que le Règlement de 1686 y est enregistré,

Et que l'art. VI transcrit ci-dessus, dit la même chose.

Le sieur Luneau, pour donner sans doute plus d'étendue à son Mémoire, se débat dans son §. Il sur le droit d'afficher, dont il n'est pas question.

Le §. III est employé à soutenir qu'il a droit d'avoir le magasin des livres qu'il fait imprimer.

Cette préten-

Il ne peut donc avoir aucune espèce d'influence à l'égard des gens de lettres.

Il n'en est pas question ! Eh ! Messieurs les Réformateurs de la volonté royale, les Censeurs du Souverain, des hommes qui ne veulent point qu'on lui obéisse sans restriction, doivent au moins respecter la vérité. Or la vérité est que dans toutes les citations de règlement que vous avez accumulées contre le sieur Luneau, il est toujours question d'afficher ; c'est un des caractères par lesquels les Ordonnances désignent la fraude. Le sieur Luneau, pour prouver qu'il est pur de toute espèce de fraude, a démontré que celle des affiches ne pouvoit pas plus lui être objectée que les autres, & vous venez lui dire qu'il n'en est pas question !

Quelles gens ! Le paragraphe III est employé tout entier à soutenir que le sieur Luneau n'a point de magasin, mais qu'il a droit de garder chez lui son bien, le fruit de ses veilles, de son application, de son travail & de ses économies.

La prétention du sieur Luneau ne heurte rien ; c'est celle

tion heurte de front la loi qui défend à tous particuliers d'avoir boutiques ou magasins de livres.

des Libraires qui heurte l'équité, le bon sens, le droit naturel, toutes les loix reçues & respectées dans le monde, & qui les heurte bien lourdement.

Il y a une Loi qui défend à tout particulier d'avoir des *boutiques* ou *magasins* de livres; mais y en a-t-il, peut-il y en avoir qui défende à des propriétaires de se réserver l'administration de leur bien, de garder sous leurs yeux le produit de leurs récoltes, de prétendre seuls au gouvernement des fruits que leur a procuré une exploitation sage & bien entendue? Tel est précisément le cas d'un homme de lettres en général, quand il a fait les frais de l'impression de son ouvrage.

Cet ouvrage en manuscrit étoit son bien sans doute, il lui appartenoit exclusivement. Quand il a été imprimé, en vertu d'un privilège qui confirme encore cette propriété, a-t-il changé de nature? Quels seroient donc les mots qui opéreroient cette métamorphose? Seroient-ce ceux qui défendent expressément à *toutes personnes, de quelque qualité qu'elles soient, même à tous Libraires & Imprimeurs, de l'imprimer, de le vendre, ou débiter sans permission par écrit de l'impétrant?* Il n'y a pas d'apparence, & les Libraires eux-mêmes n'oseroient le dire.

Ce livre, dont l'auteur peut se réserver la garde & la possession exclusive quand il étoit manuscrit, il peut donc aussi le retenir dans ses mains, même après qu'il a passé sous la presse. Cette conduite ne viole donc aucune Loi.

Il est aussi injuste d'appeler *magasin* ou *boutique* la partie de son appartement, où l'homme de lettres dépose son livre imprimé, qu'il le seroit de donner ce nom au grenier où le fermier renferme ses grains, aux caves où le vigneron retire la dépouille de ses vignes. Tous usent également de la prérogative accordée par le droit social, & consacrée par les institutions civiles d'entasser, autour d'eux, sous leur main, l'objet de leur propriété. L'auteur à cet égard ne pourroit, sans la plus cruelle injustice, être placé dans un rang différent des autres propriétaires.

Ce qu'il a seulement de particulier, c'est que la vente, la négociation manuelle & mercantile de ses effets lui est interdite à lui personnellement. Il est forcé d'employer des mains étrangères qui y procedent sous ses ordres; mais de-là même il résulte que le nom de *boutique* ou de *magasin* ne peut pas convenir à l'asyle où il juge à propos de resserrer la partie de sa fortune, qu'il veut bien risquer aux hasards de l'impression, tant qu'il ne s'avilit point à la vendre lui-même en détail, tant qu'il se contente d'expédier des commissions pour les agens qu'il honore de sa

correspondance : tant qu'il se borne à veiller sur eux, à tenir compte de leurs succès, à combiner leurs opérations, il est irrépréhensible. Appeler le dépôt de ses fonds une boutique ou un magasin, c'est lui faire une insulte ; l'accuser d'avoir enfreint la loi à ce sujet, c'est le calomnier, & soutenir effrontément à la face de la Justice qu'il doit en être puni ; c'est mériter soi-même la punition sévère qui est due aux détracteurs audacieux de l'innocence, aux perturbateurs du repos public.

Elle heurte directement la disposition de l'Arrêt du Conseil contre le Pelletier transcrit ci-dessus, par lequel il lui est défendu de vendre ses livres en sa maison. Ainsi quand on n'opposeroit que le texte de la Loi à sa prétention, elle seroit détruite ; mais il faut aller plus loin, & lui faire voir, que de l'exécution de cette loi dépendent les précautions prises pour la police des livres, & l'existence de la Communauté que l'on a voulu créer.

Lorsque, pour connoître plus facilement les Imprimeurs & distributeurs des

Que vous êtes de cruels raisonneurs ! Quoi ! toujours de la contradiction & de l'absurdité ! Quoi ! toujours s'opiniâtrer à tirer des conséquences en votre faveur, des principes mêmes qui vous condamnent ! Vous voulez prouver qu'il n'est pas permis à un homme de lettres de garder ses ouvrages imprimés dans sa maison, & vous citez un Arrêt qui défend au sieur Pelletier de vendre ses livres en sa maison ! Apprenez donc à lire, Marchands de livres ; apprenez donc à penser, vous qui débitez les instrumens faits pour faciliter le développement de la raison. Eh ! nous sommes d'accord. Le sieur Pelletier a eu tort de vendre ses livres dans sa maison, qui vous le dispute ? Mais il n'auroit pas eu tort de les y conserver, pour en donner à vous & à vos Confreres des portions successives, pour les vendre à son profit. Jamais son édition n'auroit été fautive, il l'auroit impunément conservée chez lui toute sa vie, s'il n'avoit pas mis son adresse sur le titre, s'il n'avoit pas répandu des affiches imprimées, par lesquelles, dit son jugement, il est porté que le sieur Pelletier vend chez lui son ouvrage (voyez cote S). C'est cette contravention que le Conseil a punie avec raison ; mais encore une fois, on n'en peut pas reprocher de pareilles au sieur Luneau. Il n'a point vendu ses livres chez lui, il ne les a point fait afficher sous son nom. Votre citation est donc comme vos raisonnemens, inconsequente, déplacée, ridicule même ou criminelle : ridicule si vous l'avez faite de bonne foi ; criminelle si vous l'avez hasardée dans l'espérance que son peu de justesse pourroit échapper au Magistrat, & que ce qu'elle a d'apparence imposante suffiroit pour le persuader.

Ah ! passons au déluge.

libelles dans le
16^e siècle,

On a voulu connoître ceux qui se mêloient de la Librairie ; on ne trouva pas de meilleur moyen que de former une Communauté de ceux qui faisoient ce commerce : il fallut bien alors interdire à tous autres, même aux Auteurs, d'avoir boutiques ou magasins de livres ; & , comme on vouloit laisser aux Auteurs le profit à faire sur les éditions des livres qu'ils composoient, on leur permit de les vendre par les mains d'un Libraire qui en auroit le dépôt (1) ; c'étoit par-

(1) Les Auteurs ne dépendent pas pour cela du caprice ou de la mauvaise volonté d'un Libraire, comme voudroit le faire croire le sieur Luneau : le nombre des exemplaires déposés chez un Libraire est fixé. L'au-

Au lieu de tout ce verbiage & de ce fatras indécent, il auroit été bien plus simple, & même plus avantageux pour les Libraires, de produire la loi qui ordonne qu'un *Libraire aura le dépôt de l'édition d'un ouvrage imprimé aux dépens d'un auteur*. Cela trancheroit toutes les difficultés : mais où est-elle, cette loi ? où les Libraires trouveroient-ils même jamais la moindre apparence d'une disposition qui y ressembloit ? Jusqu'à présent ils ont défiguré les réglemens ; & ici ils en supposent. On répond en deux mots à cette imposture vraiment criminelle ; c'est qu'il est faux que le Gouvernement ait jamais ordonné qu'un Libraire auroit le dépôt d'une édition faite aux frais d'un homme de lettres.

L'idée de cette ordonnance n'a même jamais pu tomber que dans la tête des Libraires : elle est extravagante, injuste, contraire à toutes les notions consacrées sur la propriété. On ne nomme des dépositaires forcés que pour des mineurs, des absens, ou des particuliers en démence. Alors ces dépositaires sont des Officiers publics, nommés, non pas implicitement une fois pour toutes, mais expressément à chaque fois, par un jugement particulier. Ils font serment en Justice ; ils ont des provisions spéciales. Les uns, comme les Receveurs des consignations, & autres Officiers qui touchent à la finance, donnent des cautions suffisantes & valables : les autres, comme les Notaires, &c. dont l'état dépend plus des mœurs, ont pour garantie la confiance universelle, l'honnêteté publique, la valeur de leur office ; mais les Libraires, qu'ont-ils ? Qu'auroient-ils pour tranquilliser les maîtres inquiets sur le sort du dépôt qu'on leur auroit confié ?

On ne veut point ici faire la satire d'une Compagnie dans laquelle, comme on l'a déjà observé, il y a beaucoup de membres infiniment estimables à tous égards ; mais enfin, quel seroit le sort des gens de lettres, sur cette partie intéressante de leur existence civile, si on les réduisoit à accepter pour dépositaires forcés, des particuliers sans titres, sans provisions, sans offices, dépourvus de tout ce qui peut politiquement motiver la confiance ou l'excuser !

Il y a plus. On suppose que la probité des Libraires, leur délicatesse, leur attachement à l'honneur, leur respect pour la littérature & les gens de lettres, pussent tenir lieu à ceux-ci de toutes sûretés : leur sort en deviendroit-il meilleur ? Non, à beaucoup près. Leurs fonds seroient aussi bien placés chez le Libraire séquestre que chez eux-mêmes ; on con-

venir au but que l'on avoit, qu'il n'y eût de magasins que chez les Libraires(1).

teur est le maître de le vérifier quand il veut, & de se faire payer ceux qui se trouvent manquer.

(1) Voyez l'Arrêt contre Lully. Ses *Opera* étoient déposés chez Ballard; & pour se soustraire à cette prétendue gêne, il accusoit Ballard d'en vendre en fraude de lui: la calomnie fut découverte, & il fut débouté de sa demande.

sent à le croire: mais de deux choses l'une; ou ce gardien donné à leurs ouvrages, exigera un salaire pour se charger de cet office, ou il le remplira gratuitement.

Dans le premier cas, voilà une taxe imposée sur l'homme de lettres qui fait imprimer. Le Libraire exigera qu'elle soit indépendante du débit: alors quel intérêt y prendra-t-il? Il ruinera le propriétaire, & en se faisant payer par lui une rétribution comme si le livre étoit vendu, & en ne faisant pas tout ce qu'il faudroit pour aider à le vendre, peut être même en faisant tout le contraire.

Dans le second cas, ce sera pis encore. Ce qui est gratuit est nécessairement libre & volontaire. Le séquestre choisi par l'auteur, pourra donc, au premier caprice, se démettre de cet emploi. Il signifiera au propriétaire de l'édition, qu'il n'entend plus lui prêter ses magasins. Jusqu'à ce que celui-ci ait trouvé un autre asyle, ce que l'esprit & les intrigues de corps rendront toujours difficile & souvent impossible, il sera donc forcé de retirer chez lui son édition, & alors il y verra fondre, comme sur une proie assurée, les Syndic & Adjoints. Ils enfonceront les portes, ils saisiront, ils demanderont des confiscations, des dommages & intérêts, des amendes, comme ils le font aujourd'hui à l'égard du Sr Luneau.

Dans tous ses sens, cette idée d'un dépôt forcé est donc une chimère dangereuse, issue de l'esprit d'injustice & de celui d'intérêt. Elle ne serviroit qu'à favoriser, à étendre la tyrannie des Libraires sur les gens de lettres; tyrannie dont, à la honte d'une de ces deux classes d'hommes, & peut-être de toutes les deux, on s'est plaint dans tous les tems; tyrannie dont on pourroit citer des milliers d'exemples, & dont le procès suscitè au sieur Luneau est à la fois la preuve & l'effet.

Les Libraires citent ici un Arrêt contre Lully, qui condamne ce célèbre musicien à déposer ses opéra chez Ballard; mais cet Arrêt suppose seulement que Lully avoit pris avec Ballard des arrangemens pour lui laisser ses opéra en dépôt ou en nantissement; on ne peut pas le regarder comme un régleme[n]t général, qui doive assujettir tous les gens de lettres à mettre en dépôt leurs productions imprimées chez des Libraires. La meilleure raison qu'on puisse en donner, c'est que cet Arrêt ne fait point mention de cette disposition, & qu'on ne doit pas la présumer.

Quand les livres se sont multipliés & qu'un Libraire n'a pas

Il est sensible qu'aucun de ces réglemens ne concerne les gens de lettres & par conséquent le sieur Luneau. Il loge ses livres avec lui, dans son appartement. Il n'avoit donc pas de déclaration à faire. Les magasins prohibés sont ceux où

pu les garder tous dans son domicile, il lui a été permis d'avoir des magasins ailleurs; mais alors il fut astreint à faire sa déclaration à la Chambre Syndicale, afin que l'on connût tous les lieux où étoient déposés ses livres.

Et afin que cette loi ne pût être transgressée, & que les dépôts de livres fussent connus, le Roi dans sa Déclaration du 5 Sept. 1700, enregistrée en Parlement, art. V, « défendit à » peine de 500 » livres d'amende à toutes » personnes, de » quelque qualité & condition qu'elles » fussent, de » donner à » loyer aucuns » lieux pour y » mettre des livres, si la permission n'en a » été accordée » auparavant » par le sieur » Lieutenant » Général de Po.

l'on retire, sans permission, dans des endroits séparés du logement du propriétaire, une grande quantité de livres de toute espece: ce sont ceux qui sont destinés au commerce public. Mais un homme de lettres, qui n'a chez lui que son ouvrage, imprimé sous les yeux du Gouvernement, avec le concours & sous la sauve-garde du Gouvernement, ne peut pas être restreint à cette gêne. Son dépôt de livres ne peut pas être inconnu, puisque c'est chez lui qu'il est établi, & que lui-même est domicilié.

Il ne faut pas dire que cela donneroit lieu à des abus, à des amoncemens de livres suspects ou défendus. Non assurément; on n'imprime point sans privilège ou permission expresse du Magistrat. Tout homme donc qui aura chez lui une édition sans pouvoir exhiber la Patente qui l'autorise ou à la faire imprimer ou à la garder, sera saisissable sans difficulté; mais aussi tout homme qui, sur la parole sacrée du Souverain, aura fait imprimer son propre ouvrage; tout homme qui, sur cette caution inviolable, aura mis en cette nature de biens sa fortune ou une partie de sa fortune, ne pourra, sans la plus affreuse injustice, être forcé de s'en désaisir pour en confier la garde à un étranger.

» lice , après
 » avoir entendu
 » les Syndic &
 » Adjoint ; &
 » qu'il ne soit
 » apparu de la-
 » dite permif-
 » sion auxdits
 » bailleurs ,
 » dont copie
 » leur fera laif-
 » fée , & qu'ils
 » feront tenus
 » de présenter
 » pour leur dé-
 » charge, s'ils en
 » font requis.

Suivant cette loi adoptée dans le règlement de 1723, art. XIII, tout dépôt de livres est connu ; & s'il s'en trouve dans des lieux inconnus, dès-lors ils sont suspects & saisissables, aux termes de ladite déclaration, art. VI, & du règlement de 1723, art. XIII.

Que devien-
 droit toute cette économie, si, suivant la prétention du sieur Luneau, chaque particulier pouvoit avoir chez lui les livres qu'il diroit

Cette économie subsistera. Ce qui pourroit la troubler, ce qui pourroit introduire la confusion, ce seroit le droit de vendre, & non pas celui de garder. Ce dernier n'est que le privilège de l'inaction, c'est la prérogative de tenir des livres enfermés, de laquelle il ne peut certainement résulter aucun mal. Le pouvoir de leur donner du mouvement, de leur communiquer l'activité qui les répand dans le public, peut être dangereux, on l'avoue. Aussi est-ce celui-là que la sagesse du Gouvernement a restreint. Elle a indiqué les mains en qui il résideroit exclusivement, & , on le répète,

de sa composition, ou dont il se diroit l'éditeur ? Si la quantité d'Auteurs qui existent pouvoient avoir chacun chez eux un magasin de livres, la confusion seroit bien plus grande, que quand on l'a voulu faire cesser dans le seizième siècle.

D'ailleurs, le sieur Luneau n'enfreint pas seulement cette loi pour les livres qu'il dit être de sa composition, ou dont il se dit l'éditeur. Suivant le procès-verbal de saisie, on a trouvé chez lui quantité de livres différens qu'il envoyoit à différentes personnes.

quiconque les emploie, comme l'a fait le sieur Luneau, est irréprochable en toute manière.

Le seul grief que l'on puisse encore lui objecter, seroit d'avoir préféré dans le nombre de ces mains privilégiées, celles qui veulent bien agir en Province sous ses ordres, à celles qui auroient prétendu le dominer avec empire à Paris; mais on a déjà fait voir que cette préférence étoit un acte plein de sagesse & d'équité. On ne croit pas que les Libraires osent contester ce principe. Ils ont dit qu'il étoit inutile de le discuter, à la bonne heure; mais il seroit bien dangereux pour eux de le nier.

A entendre les Libraires, on seroit tenté de croire qu'ils n'ont pas lu le Mémoire auquel ils répondent. Le sieur Luneau y a très-précisément expliqué ce que c'étoit que ces livres; il en a développé la destination, l'origine, l'espece & la quantité. Il a dit que tous étoient envoyés par lui à titre de commission; que les uns provenoient d'échanges forcés, faits par lui avec les Libraires de Paris, qui n'avoient voulu payer qu'en cette monnoie, ses propres ouvrages à lui appartenans. Sur ces deux articles le sieur Luneau est certainement à l'abri de toute espece de reproche.

Quant à la commission, il est bien évident que les Libraires n'ont rien à lui objecter. Elle est permise, elle est licite. Elle fait le bien du commerce. Elle en est le lien, l'ame, l'aliment; toutes les Loix l'autorisent. Les usages de toutes les villes ou compagnies commerçantes la consacrent. Les autorités vénérées dans le commerce en établissent la légitimité. Savary, ce Législateur des Négocians, ce Patriarche révérend dans toutes les places où le commerce est en honneur, dit en propres termes : *Il est permis à toutes personnes, soit marchands ou autres, d'être commissionnaires pour acheter des marchandises pour le compte d'autrui, & il n'est point nécessaire pour cela, ajoute-t-il, d'être reçu Marchand dans les villes où il y a Maîtrise.* (1) Peut-on rien imaginer de plus précis ?

(1) Parfait Négociant, liv. 3, ch. 2.

Cette maxime suivie, constatée par une pratique universelle, immémoriale, est fondée sur la raison, autant que sur la justice. Quel est le but qu'on s'est proposé en conférant à certaines associations politiques le droit de vendre ou d'acheter exclusivement certaines denrées? C'est de leur en assurer la traite, active ou passive, c'est de leur procurer l'emploi de leurs fonds, & le bénéfice qui y est attaché. Or le commissionnaire n'intervient point cette destination. Il n'est rien par lui-même, c'est un instrument purement passif, qui facilite au vendeur la défaire de l'objet, sans la vente duquel il ne sauroit subsister, & à l'acheteur l'acquisition de ce même objet, qu'il placera ailleurs comme il le croira plus à propos. Le commissionnaire dans ce traité n'est rien, ou du moins n'est que l'agent qui en favorise l'exécution. C'est une de ces machines qui aident à transporter des fardeaux d'un lieu dans un autre. Elles rendent la masse comme elles l'ont reçue. Il en est exactement de même du commissionnaire.

Dès qu'il a rempli les intentions du Commettant, dès qu'il a arrêté chez le Marchand autorisé les objets qu'il est chargé d'arrêter, dès qu'il les a expédiés suivant les règles convenues pour l'endroit auquel ils sont destinés, ses engagements sont finis, ses fonctions cessent. Mais jusques là on n'a rien à dire, ni quand il tire de chez le Marchand primitif la denrée qu'il doit envoyer à ses correspondans, ni lorsqu'il l'emballe, pour qu'elle puisse plus aisément supporter les fatigues du voyage, ni lorsqu'en attendant les occasions de la faire partir, il la garde chez lui en dépôt; il la tient d'un Marchand en titre, il la fait passer à un Marchand en titre: voilà son apologie & sa justification. Sur cet article la Communauté des Libraires ne peut pas avoir d'autres principes que ceux de toutes les Communautés trafiquantes du Royaume. Elle n'a donc aucun reproche à faire au sieur Luneau.

L'affectation avec laquelle les Libraires répètent qu'ils ont saisi chez lui des livres différens qu'il envoyoit à plusieurs personnes, ne prouve que l'impuissance où ils sont de lui objecter aucun grief raisonnable & fondé.

Quant aux livres qu'il a pu être forcé de recevoir des Libraires, même de Paris, en paiement de ceux qu'ils lui ont demandés en prenant les siens, ils rentrent également dans l'objet de la commission. Ces livres que les Libraires de Paris lui devoient, le sieur Luneau les faisoit passer à ses Correspondans de Province, à la décharge de ses débiteurs. Si on ne les lui avoit pas dus, il les auroit payés en argent comptant & les auroit expédiés sans délit. On les lui

devoit, il les avoit d'avance soldés en livres de son fonds ; il les expédioit donc de même innocemment ; c'étoit toujours un transport de ses droits sur les Libraires de Paris qu'il faisoit aux Libraires de Province ; & c'est abuser des termes, c'est confondre toutes les idées que de regarder cette opération, ce virement irrépréhensible, comme un acte de commerce contraire aux Réglemens.

Ces livres, dit-il, dans le §. 4 de son Mémoire, je les ai achetés de vos maîtres, pour les envoyer à ceux qui les demandoient, ou je les avois eu en échange des miens. J'apporte des lettres de Libraires qui me font cette loi, & je suis prêt d'avoir procès avec deux qui veulent me payer en livres de leurs fonds. C'est par violence que je me trouve avoir de ces livres ; il faut bien que je m'en défasse.

Premièrement, il n'y a pas de Marchand qui ne vende sa boutique à tel particulier qui voudra la lui acheter : l'un a droit de vendre, l'au-

Faut-il toujours répéter à ces terribles & déraisonnables Adversaires que prendre des effets chez un Marchand autorisé, pour les transmettre à un autre Marchand autorisé, n'est pas faire le commerce ? Ce qui constitue cet acte, ce négoce, ce trafic, c'est d'acheter pour revendre : & l'homme qui fait ce qu'a fait le sieur Luneau, n'achete ni ne revend : il donne lieu à ceux qui ont une mission spéciale pour exercer licitement ces deux ministères, de les remplir ; il leur en fournit le moyen, dès qu'il se renferme dans cette fonction utile & obligeante. Dès qu'il ne se permet pas le détail, l'agiotage mercantile qui constitue le commerce, il est irrépréhensible : c'est ce qu'a fait le sieur Luneau.

Tout ce raisonnement est bien pitoyable ; on y répond parce qu'il est à l'avantage du sieur Luneau. Les Libraires conviennent qu'un Marchand a droit de vendre sa boutique à un particulier qui voudra la lui acheter, parce que l'un a droit de vendre, & l'autre celui d'acheter. Ils ne peuvent donc plus faire un crime au sieur Luneau d'avoir acheté chez eux des livres de toutes les especes. Ils prétendent ensuite qu'il ne pourroit se défaire de ces effets que par les voies autorisées par les Magistrats. Quelles seroient ces voies par rapport à un particulier qui auroit acheté une

tre celui d'acheter. Si cependant ce particulier vouloit revendre cette marchandise par lui-même, & qu'il fût saisi, seroit-il bien venu à dire : j'ai acheté cette marchandise d'un de vos maîtres, ou, je n'ai pu avoir que cela de lui pour ce qu'il me devoit, il faut bien que je m'en défasse ? Ne lui répondroit-on pas avec raison ? Il y a des voies autorisées par les Magistrats pour se défaire des effets inutiles, mais vous n'avez pas acquis le droit de faire un commerce qui vous est interdit.

Seconde-ment, il s'en faut bien cependant que le sieur Luneau soit dans une situation si favorable ; il n'est pas vrai qu'il ait été violenté par des Libraires

certaine quantité de livres d'un Libraire ? Ce seroit, diroient-ils, de s'adresser à un autre Libraire. Le sieur Luneau n'a rien fait que cela, il s'est assujetti à ce plan de conduite : il a reçu des livres des Libraires de Paris, il les a adressés à des Libraires de Province pour les vendre ; il n'a donc rien fait de contraire aux Réglemens de la Librairie, de l'aveu même des Libraires.

Il est faux que ces propositions soient venues d'abord du sieur Luneau ; quand en effet il en seroit le premier auteur, qu'en résulteroit-il de défavantageux à sa Cause ? Que voulant se défaire de ses Ouvrages, & sachant que les Libraires de Paris étoient décidés à n'en prendre qu'à condition qu'il se paieroit en livres de leurs fonds, il a consenti à ces échanges, qu'il a même été au-devant, voilà tout ce qu'on pourroit en conclure. Mais cette conséquence même n'est pas fondée. Les lettres citées dans son premier Mémoire, page 9, établissent que c'est des Libraires de Paris qu'est venue la proposition, & depuis, l'obligation de contracte

pour prendre de leurs livres. C'est lui au contraire qui les a sollicités à ce négoce ; il cite (page 9) des résultats d'affaires , par lesquels il paroît qu'il avoit bien plus d'empressement de placer ses livres que les Libraires de lui en donner des leurs. Il a soin d'en cacher les premières propositions ; mais nous citerons des propositions d'affaires de sa part.

Le 26 Août 1768 , cinq jours avant la faisie , il écrivoit à M. Tilliard : « Voici ,
 » Monsieur ,
 » une note de
 » livres que je
 » voudrois me
 » procurer :
 » vous me les
 » passerez en
 » feuilles à l'é-
 » change. Les
 » reliures se
 » paieront à l'ar-
 » gent au prix
 » comptant. Il
 » en sera de

avec eux par des échanges : maniere de stipuler que le sieur Luneau n'auroit pas pu agréer , si les commissions dont il a été chargé pour la Province ne lui avoient donné moyen d'écouler ces échanges involontaires dont la tyrannie des Libraires lui faisoit une nécessité.

Oui , sans doute , il le niera ; qu'on y prenne garde , cette lettre même , citée contre le sieur Luneau comme une preuve démonstrative de tout ce que les Libraires avancent à sa charge , est une confirmation de tout ce qui doit servir à sa justification : elle prouve qu'il ne traitoit en forme avec les Libraires que pour les livres dont il a la propriété , qu'il ne s'adressoit qu'à des Libraires pour la vente de ses livres , qu'il n'achetoit que des Libraires les livres dont il avoit besoin. Le sieur Luneau ne propose que ses livres à Tilliard , ceux qu'il lui demande sont des objets désignés par des commissions auxquelles il satisfaisoit d'une maniere avantageuse & pour lui & pour Tilliard.

Que prouve cette lettre & la suivante ? Que le sieur Luneau avoit besoin de quelques livres du fonds de Tilliard & de Musier , & qu'il offroit de les payer en ses propres ouvrages. Ce n'est point une contravention aux Réglemens de la part des Libraires d'avoir offert au sieur Luneau leurs livres en échange des siens , rien ne le défend ; ce ne peut pas être non plus une contravention de la part de ce dernier de leur avoir tenu le même langage.

» même de ceux
 » que je vous
 » offre, &c. Si
 » vous me don-
 » nez les gros
 » articles de cet-
 » te note, je
 » vous donne-
 » rai quelques
 » Racine, en
 » vous priant
 » d'en soutenir
 » le prix, com-
 » me je le ferai
 » à l'égard de
 » tous vos li-
 » vres ». Peut-il
 après cela nier
 qu'il fait com-
 merce ?

Le même jour
 il écrivoit à M.
 Musier : « j'ai
 » besoin, Mon-
 » sieur, des li-
 » vres suivans.
 » . . . Si vous
 » voulez choisir
 » quelque chose

» dans les li-
 » vres que j'ai,
 » nous ferons
 » ensemble un
 » petit échan-
 » ge ».

Ce que les Libraires devoient prouver, c'est que le sieur Luneau a *vendu* à des particuliers de toute condition des livres de toute espece, qu'il a *une boutique ouverte à tous venans*, où il vend & débite lui-même des livres. Tout ce qu'ils avancement, tout ce qu'ils répètent sans cesse n'a pu encore prouver cette allégation. Au lieu de convenir que le sieur Luneau a *fait vendre ses livres & les leurs* par des Libraires de Paris & de la Province, ils s'opiniâtrent à soutenir qu'il *vend ses livres & les leurs*; au lieu d'avouer qu'il *fait des commissions* pour des Libraires de Province, ils prétendent qu'il *fait le commerce* de la Librairie sans droit, & ils ne le prouvent pas. En ôtant l'équivoque des mots *vendre & faire le commerce*, leurs moyens ne sont plus rien, leur déclamation se détruit d'elle-même.

Ce Racine, entre autres, que le sieur Luneau offroit à Tilliard est une entreprise honorable aux Lettres & à la Typographie françoise : le sieur Luneau, après en avoir formé le projet, après en avoir obtenu le privilège, a eu à combattre l'avidité des Libraires qui n'auroient jamais songé à l'exécuter. Qui le croiroit ! pour élever ce magnifique monument à la gloire de Racine, il a fallu foudoyer l'avarice d'une Communauté que la vente de ses ouvrages a enrichie, il a fallu employer l'autorité du Magistrat pour la déterminer à souffrir qu'un homme de lettres consacrat cette marque de son respect & de son admiration à la mémoire du plus grand poëte de la Nation.

Il a fallu plus : toutes ces considérations auroient échoué auprès de ces esprits indociles, si l'on n'avoit employé un ressort plus puissant, l'appât du gain ; si le sieur Luneau ne leur avoit fait un sacrifice d'un très-grand nombre d'exemplaires de cette superbe édition, pour les engager à la voir sans chagrin. Eux qui ont gagné des sommes immenses sur des éditions défigurées de ces poëmes immortels, en auroient fait échouer une vraiment digne des poëmes & de l'Auteur, si la générosité du sieur Luneau ne s'étoit soumise à leur assurer avant tout un bénéfice dont il n'avoit pas à beaucoup près la certitude pour lui-même (1).

Dans les livres que j'ai : cette expression ne souffre point d'ambiguité. Le sieur Luneau n'offre pas à Musier des livres

(1) La Communauté des Libraires, qui a eu le privilège d'imprimer les Oeuvres de Racine, n'a consenti à l'édition que le sieur Luneau en a donnée, qu'à condition qu'on lui donneroit en pur don 70 exemplaires complets de cet Ouvrage, valant plus de cent louis ; il a encore été obligé de leur abandonner les planches gravées

pris dans des fonds étrangers, ce sont ceux qu'il a dont il veut bien traiter avec lui; & ceux qu'il a, quels sont-ils, sinon ces éditions dont le Roi lui a accordé le privilège, & à l'impression desquelles il a employé sa fortune sous la sauvegarde & la garantie de l'autorité royale?

Le lendemain il écrivoit encore au même : « Vous » pouvez, Mon- » sieur, m'en- » voyer » pour lesquels » je vous en- » voie si » voulez me » fournir . . . » je joindrai à » la note des » livres que je » vous ai four- » nis . .

Il n'est plus étonnant d'après cela, que des Libraires aient soldé avec lui en livres de leurs fonds, & que deux autres veuillent l'y contraindre. Ils n'ont pris ses livres qu'à cette condition; il faut qu'il la remplisse.

La même chose. Au reste, à ces trois lettres écrites en 1768 on oppose celles qui sont cités dans le premier Mémoire, & qui ont été écrites par les Libraires en 1765. Ces lettres, dont les originaux ont été mis sous les yeux du Magistrat (1), prouvent que ce sont les Libraires qui ont violenté le sieur Luneau pour lui faire prendre leurs livres, & qu'il a cédé à leurs invitations bien longtemps avant qu'il eût cherché à se former des connoissances parmi les Libraires de Province.

Voilà donc un aveu formel de cette extravagante injustice des Libraires; ils veulent qu'il leur soit permis de solder en livres avec le sieur Luneau; qu'il soit forcé de les accepter; qu'il lui soit interdit de faire passer ces livres à ceux de leurs Confreres qui ont le droit de les débiter dans les Provinces. De quelle espece est donc la conscience de ces débiteurs si supérieurs au scrupule? Leurs dentées auront de la valeur tant qu'elles serviront à les acquitter, & elles n'en auront plus dès qu'elles seront sorties de *leurs mains*! Elles ne seront plus qu'une masse inutile dans les mains du créancier crédule qui aura bien voulu s'en charger! C'est précisément le cas de ces magiciens dont parlent les anciennes fables. Ils payoient, dit-on, tout ce qu'ils achetoient avec des pieces de la plus belle monnoie, qui se métamorphosoient en feuilles de chêne dans le coffre des vendeurs.

(1) Cote H. N°. 1.

Encore la supercherie des Libraires est-elle plus cruelle que l'artifice de ces sorciers si justement décriés. Leurs feuilles de chêne ne nuisoient pas à ceux entre les mains de qui elles restoient : ils ne perdoient que la partie de leur fortune, qu'ils avoient trop légèrement confiée à des inconnus. Les feuilles de papier imprimé qu'un Libraire prodigue à ses créanciers qu'il trompe, compromettent leur repos & leur état. Ceux mêmes qui les donnent poursuivent le châtiment de ceux qui les reçoivent. Ils ne rougissent pas de demander que le sieur Luneau soit puni d'avoir eu de la confiance en leur honnêteté.

Mais cela ne l'autorise nullement à faire le commerce de la Librairie, qui lui est interdit : ni à proposer à des Libraires étrangers de leur fournir tous les livres dont ils ont besoin, à des conditions qu'il leur fait. Ces prétendus amis qu'il cherche à obliger, en faisant leurs commissions,

trouveront des Libraires qui s'en acquitteront aussi bien que lui.

C'est en vain que, pour se croire autorisé à faire des commissions de livres, le sieur Luneau dit avoir porté au Syndic de la

Une preuve que les Libraires de Province ne trouvent point dans leurs Confreres de Paris le talent de se bien acquitter des commissions, c'est qu'ils les adressent à des étrangers. Le sieur Luneau n'auroit point été dans le cas de rendre de ces sortes de services, si ceux sur-tout à qui il convient de les rendre s'en acquittoient aussi bien que lui.

L'offre faite aux Libraires étrangers n'est point une contravention ; il n'est point défendu de proposer à un homme éloigné de la Capitale, d'acheter pour lui tout ce dont il aura besoin dans cette ville, pour le lui faire parvenir ensuite.

Librairie 543 l. 17 sols, pour lesquels ce Syndic a fait tenir des livres à un Libraire de Province ; il ne

falloit qu'un valet qui portât cette somme & l'adresse du Libraire, pour opérer la même chose.

Ce n'est point parce que le sieur Luneau a payé à Briasson Syndic, 543 livres 17 sols, qu'il s'est cru autorisé à faire des commissions ; il a fait des commissions, parce qu'il a ce droit que personne ne peut lui contester.

Qu'un valet ! On sent que l'humeur chez les Syndic & Adjoints l'emporte ici sur la raison ; on n'a pas eu tort d'observer déjà que ce Mémoire n'étoit pas l'ouvrage de toute la Communauté. Les gens honnêtes auroient assurément désavoué cette expression plus que grossière ; les autres l'auroient évitée, ne fût-ce que pour ne pas rappeler à plusieurs d'entr'eux des idées désagréables.

C'est en vain qu'il dit que le même Syndic lui a remis un volume in-folio pour faire tenir à un Libraire de Province ; il l'auroit remis de même à quelque particulier que ce fût, qui auroit eu un envoi à faire à ce Libraire, de quelque nature que fussent être les effets que l'on joindroit à ce volume. Il faut être bien dénué de moyens pour en produire de pareils.

Voilà encore un aveu qui prouve combien les Libraires eux-mêmes sont pénétrés de la justice de la cause du sieur Luneau. *Si un particulier, quel qu'il soit, ayant un envoi quelconque à faire à un Libraire de Province, peut de leur aveu y joindre légitimement un volume pris chez un Libraire de Paris, il peut, sans se rendre coupable, y en joindre plusieurs venans de la même source. Mais s'il a le droit de les faire partir avec des effets étrangers, comment ose-t-on lui contester le droit de les envoyer seuls ? Dès lors donc que les Libraires conviennent qu'on a pu expédier un volume avec d'autres objets, il s'ensuit qu'on a de même le droit d'en expédier cent, ou en nombre, ou isolés. Il faut être bien dénué de raisons pour en produire de pareilles.*

Il neme reste plus qu'à examiner si en effet

Cela est vrai, il ne s'agit que de cela dans tout le Procès ; tout le reste étoit inutile, pourquoi donc les Libraires n'en font-ils donc pas venus tout d'un coup à cet examen ?

tous les livres qu'il a échangés font réellement de sa composition, ou s'il en est l'éditeur.

Il dit, §. 3, que l'on a trouvé chez lui les *Œuvres de Racine*, l'*Histoire Universelle*, les *Elites de Poésies fugitives*; mais

il ne dit pas que l'on y a trouvé les *Soupirs du Cloître* de M. Guymond de la Touche, qu'il est convenu dans le procès-verbal du Commissaire Formel avoir fait imprimer,

Et auxquels il a mis le nom du Sr Delalain Libraire, sans son aveu.

Les Libraires ne sont pas heureux à censurer ce paragraphe 3. On y nomme au hazard quelques-uns des ouvrages dont le sieur Luneau est auteur ou éditeur, & on désigne les autres par cette indication, &c. qui assurément n'exclut rien. Les *Soupirs du Cloître*, puisqu'il faut l'apprendre aux Syndic & Adjoints, sont compris dans cet &c. Le sieur Luneau n'en est point l'auteur. Cette production posthume d'un poëte estimé & justement regretté, est tombée, après sa mort, dans les mains du sieur Luneau. Il n'a pas cru devoir priver le public d'un ouvrage fait pour l'intéresser par lui-même & par le nom de l'auteur. Il a donc demandé & obtenu la permission de le faire imprimer. Il n'y a rien de lui dans l'édition qu'il en a donné, que l'avis des éditeurs.

Par l'acquisition primitive faite de l'ouvrage, & par le privilège accordé pour l'impression, le sieur Luneau en est devenu le propriétaire physique: il n'a pas en cela contrevenu aux réglemens plus que dans tout le reste.

Il faut se rappeler ce que l'on a si victorieusement établi, que tout ce qui est interdit en fait d'ouvrages d'esprit, c'est de les vendre, débiter, colporter; c'est d'en former une boutique ouverte à tout venant. Le sieur Luneau ayant à cet égard satisfait aux loix, ne s'étant jamais hasardé à publier les *Soupirs du Cloître* par d'autres voies que par l'entremise des Libraires en titre, sa conduite ne donne aucune prise.

Si c'est le sieur Delalain qui le dit, il a donc oublié que le sieur Luneau l'a fait prévenir, avant que d'employer son nom; il a donc oublié qu'il a lui-même demandé beaucoup de ces *Soupirs du Cloître*, & qu'il n'a jamais réclamé contre l'adresse qu'ils portoient.

Il ne parle pas des *Ceramiques de M. de Saint-Symphorien*, dont suivant le même procès-verbal il a fait échanger le titre en *Aventures de Nicias*.

Dans ses lettres du 26 Août 1768, citées ci-dessus, il offre à M. M. Tilliard & Musier, du *Dictionnaire de la langue Romane* de M. de la Combe ;

Des vrais principes de la lecture de M. Viard. A quel titre est-il auteur ou éditeur de ces livres ?

Il n'en est sûrement pas l'auteur. Quant à sa prétention d'en être l'éditeur, il l'est dans le sens qu'un Libraire qui fait imprimer un livre en est l'éditeur. Il pourroit, tout au plus revendi-

Cela est vrai, le sieur Luneau *ne parle pas des Ceramiques* ; mais il n'en devoit pas parler, pour deux raisons. La première est qu'on n'a trouvé qu'un seul exemplaire de cet ouvrage chez lui. La seconde, c'est que les 29 exemplaires qu'il en a eus ont été achetés sur son ordre par le sieur Costard, qui les a pris chez un Libraire ; ils ont été fournis le 28 Juillet 1768. Ce fait est prouvé par le registre paraphé par le Commissaire Formel. Voyez cet article, page 149 (1).

Le changement de titre, qu'on reproche au sieur Luneau, n'est pas son fait. Le procès verbal des Libraires, qui lui attribue ce changement, contient une calomnie.

Le sieur Luneau a été le rédacteur, en partie, du *Dictionnaire de la langue Romane*. Le sieur Lottin l'aîné, qui l'a imprimé, sçait mieux que personne la part que le sieur Luneau a eu à cet ouvrage, imprimé aux frais de ce dernier.

Le sieur Luneau a mis sous les yeux du Magistrat la copie, écrite de sa main, des extraits différens & des recherches qu'il avoit faits pour ce *Dictionnaire*. Cote B, N^o. 8.

Le sieur Luneau est co - propriétaire du privilège des *vrais principes de la lecture*, par acte du 3 Février 1763, placé sous la cote S.

(1) Le paraphe du Commissaire se trouve à la page 160 : ainsi l'on ne peut pas dire que ce registre ait été fait pour la Cause.

quer le nouveau titre des Céramiques. L'a-t-il fait dans la vue de faire acheter

deux fois le même livre ? Son projet ne seroit pas honnête.

Le sieur Luneau convaincu de pareilles contraventions ose pourtant, dans le §. 5 de son Mémoire, dire que la faisie est nulle;

Et demander, dans le §. 6, des dommages-intérêts pour l'inaction où cette faisie a réduit son commerce.

Les Syndics & Adjoints de la Librairie, munis d'une Ordonnance du Magistrat pour saisir chez ceux qui faisoient le commerce de la Librairie sans qualité,

Injure gratuite, par laquelle les Libraires se sont apparemment flattés de se venger de tant d'occasions où on leur en a fait une application si équitable.

Le sieur Luneau, justifié de toutes les contraventions qu'on lui reproche, a soutenu & soutient encore que la faisie est nulle: il a démontré qu'elle l'étoit par la forme & par le fond.

Non pas son commerce. Les Libraires lui prêtent ce mot. Il se plaint de l'interruption de ses correspondances. Il se récrie contre une incursion scandaleuse, faite avec un appareil révoltant dans le moment le plus propre à augmenter l'éclat, & par conséquent l'injure. Il dénonce à la sévérité des Magistrats une faisie injuste, vexatoire, hasardée sans pouvoir, au préjudice des loix les plus utiles & les plus chères à la société, au mépris de l'ordre public & du respect dû aux Tribunaux. Voilà de quoi se plaint le sieur Luneau. Voilà sur quoi il fonde la demande en dommages & intérêts, & non pas sur la prétendue inaction d'un commerce qu'il ne fait pas.

On a fait voir que cette Ordonnance ne pouvoit pas concerner un domicilié; elle ne comprenoit que les Libraires & Colporteurs qui étoient induement sur les quais, ponts & marchés. Les Libraires eux-mêmes sentoient l'insuffisance de ce titre. Ils n'ont osé l'exhiber en entrant chez le sieur Luneau: ils n'ont pas eu la hardiesse de lui en donner la communication. Ils se sont bien gardés de la rapporter dans leur procès-verbal, preuve évidente du peu de confiance qu'ils avoient dans cette arme. Ils savent mieux que personne qu'elle n'étoit pas de nature à pouvoir blesser le sieur Luneau.

Auroient eu peine à trouver quelqu'un plus en contravention que le sieur Luneau. Ainsi ils étoient bien autorisés à saisir chez lui.

Quant aux dommages & intérêts, pourroit-on croire que le sieur Luneau osât demander des dommages & intérêts, sous prétexte que la saisie du 31 Août a interrompu la circulation de ses affaires ? Il faut le forcer à rougir d'en imposer ainsi, lui qui, au mépris des règles les plus sévères de la Justice, n'a pas discontinué un instant le commerce dans lequel il a été surpris.

Voici la preuve de ce que nous avançons, à laquelle il n'y a pas de réplique. Le tome VII^e de Racine étoit saisi : il est convenu lu i-

Ils n'auroient pas eu de peine à trouver *quelqu'un* plus en contravention que le sieur Luneau. Ce *quelqu'un*, c'étoient les Syndic & Adjoints eux-mêmes, qui, pour satisfaire leur passion, ont osé falsifier un ordre du Magistrat ; qui, n'ayant droit d'exercer leur police que sur leurs pareils, venoient avec fracas mettre au pillage la maison d'un étranger entièrement indépendant d'eux & de leur Communauté. Voilà des délits effectifs ; voilà des contraventions aussi réelles que celles que l'on objecte au sieur Luneau sont chimériques.

En vérité les Libraires parlent bien ici comme des hommes accoutumés à respecter peu le public, & à se jouer des engagements pris avec lui. Quoi ! le sieur Luneau, nanti de l'argent des souscripteurs, payé d'avance pour la livraison de ce dernier volume d'un ouvrage si magnifique, si impatientement attendu & si authentiquement promis, étoit obligé, sous peine de passer pour rebelle, de se refuser aux vœux du public, à cause de la plus misérable, de la plus injuste de toutes les chicannes que lui suscitoit une communauté jalouse ! Mais sur qui seroient tombées les plaintes ? De qui l'honneur auroit-il été compromis ? Qui auroit-on accusé de ce retard ? Les Libraires en auroient joui, tandis que le sieur Luneau en auroit souffert. C'est pour leur ôter ce triomphe malin, & sauver sa délicatesse & sa réputation, qu'il s'est décidé à remplir ses promesses, non pas en insultant la Justice, mais en usant du droit qu'elle lui avoit laissé.

Dès qu'elle n'avoit commis le soin de veiller sur ses livres qu'à un seul gardien ; dès qu'elle n'impose en pareil cas au gardien que l'obligation de répondre des objets qui lui sont confiés, & d'en remplacer la valeur, s'ils se trouvent soustraits ou perdus ; il est clair que le sieur Luneau n'a point commis une prévarication en disposant de ses effets qu'il faudra remplacer, s'il y est condamné, par des effets équivalens. C'est un sacrifice dont il a couru le risque par scrupule pour sa parole, par excès d'exactitude. Quand les Libraires osent lui en faire un crime, ne donnent-ils pas lieu de soupçonner qu'ils seroient peu capables de cette générosité ?

Il faut observer de plus que cette distribution, contre laquelle ils s'élèvent avec tant d'indécence, a été faite sous les yeux du Magistrat, & avec le concours des Libraires mêmes. Ils ont obtenu un ordre exprès pour se faire remettre par les gardiens des livres saisis 70 exemplaires de ce tome VII. Ces 70 exemplaires sont le prix de la complaisance qu'ils ont eue de souffrir qu'on honorât la mémoire de Racine

même, dans un Mémoire qu'il a présenté en une autre occasion au Magistrat qui doit le juger, que les deux tiers des feuilles de ce volume, qui étoient imprimées lors de la faïsse, avoient été comprises dedans : & qui est-ce qui ignore que ce volume, dont il n'auroit dû paroître aucun exemplaire avant le Jugement, a été distribué avec une hardiesse insultante à la Justice qu'il avoit sous sa main, au vu & sçu de tout le monde ? Cet acte d'infraction, qui est de notoriété publique, suffit ; rien ne seroit cependant plus aisé que d'en administrer d'autres preuves par les remises qu'il n'a pas discontinué de faire chez différens Libraires pour la Province,

C'est la solde qu'ils ont reçue pour ne point troubler cette offrande faite à la gloire de ce grand homme. S'il y a de la prévarication ici, ce n'est pas sans doute dans la distribution de ce bel ouvrage qu'elle existe, mais dans le traité honteux qu'il a fallu faire avec les Libraires, pour les forcer à le respecter.

Il résulte donc des prétentions du sieur Luneau qu'il pourroit y avoir dans Paris autant de magasins de livres que d'Auteurs ou Editeurs de livres, ou gens se disant tels ;

Que chaque Auteur pourroit faire imprimer ses livres ;

Les vendre par lui-même, ou les échanger ;

Et vendre les livres qu'il auroit eus en échange ;

Que chaque particulier pourroit acheter un manuscrit d'un Auteur, & s'en dire l'Editeur, parce qu'il le feroit imprimer ;

Non pas autant de *magasins de livres*, mais autant de dépôt d'éditions qu'il y aura d'Auteurs ou de propriétaires d'éditions faites à leurs frais ; ce qui est fort différent. Avec un privilège, comme on l'a prouvé, tout le monde peut faire imprimer ; mais tout le monde ne peut pas vendre & débiter un livre, parce que cette fonction est réservée aux Libraires.

On a établi ci-dessus que le cabinet d'un homme de lettres ne devient pas un magasin, parce qu'il y retire une édition de ses œuvres, faite à ses dépens ; comme le porte-feuille d'un Banquier n'est pas un *magasin*, quand il y serre des billets faits à son profit ; comme l'appartement d'un particulier n'est pas un *magasin*, parce qu'il le remplit d'effets de son goût, qui seront vendus par un Huissier, à sa mort, ou quand il en sera lassé.

Qui en doute ? Les Libraires dans le délire ambitieux & exclusif qui les transporte, oseroient-ils contester ce droit aux gens de lettres ?

Non. Le sieur Luneau n'a jamais dit cela. Il a dit que chaque Auteur pouvoit vendre ses livres par les mains d'un Libraire, de Province, à la vérité, ou de Paris ; il a dit qu'il pouvoit également les échanger avec un Libraire, soit de Province, soit de Paris. Il a dit qu'il défioit les Libraires de citer une seule Loi qui contredit ce qu'il avance. Il a dit que ce plan de conduite pouvoit être suivi par tout homme de lettres qui voudroit s'y assujettir.

Oui. Pourvu qu'il les vende par l'entremise d'un Libraire, soit de Province, ou de Paris, comme l'a fait le sieur Luneau.

Et qui en doute encore ? Le manuscrit n'est-il pas le bien de l'Auteur ? N'y a-t-il que les gens de lettres au monde, à qui il sera défendu de disposer de leur bien ?

Les Libraires jouissent du droit exclusif de vendre & débiter les livres imprimés ; mais aucune loi ne leur a donné le droit exclusif d'acheter des manuscrits, ni de les faire imprimer. La littérature est pleine d'ouvrages excellens, qui ont été publiés par de simples éditeurs. Jamais on n'a imaginé que cette transmission du droit du propriétaire dans les mains d'un ami en qui il a confiance, ou d'un étranger qui le secourt dans ses besoins, fût une infraction de la prérogative qu'ont les Libraires, de vendre les livres imprimés. Eux-

mêmes, jusqu'à présent, n'avoient jamais osé hasarder un principe aussi révoltant. Ce n'est que dans le désespoir de leur cause contre le sieur Luneau, dans l'impuissance absolue de produire des moyens raisonnables, qu'ils se sont laissé emporter à présenter celui-là & les autres, dont on vient de voir la réfutation.

Le pourroit vendre par lui-même,

Non, non, encore une fois, non : ce n'est pas là ce qui résulte des prétentions du sieur Luneau. Il soutient, & la justice, la raison, la loi soutiennent avec lui, que le particulier, auteur ou éditeur, pourra vendre les ouvrages qu'il a fait imprimer, non *par lui-même*, comme vous affectez de lui faire dire, mais par l'entremise de vous & de vos confreres, avoués par le Gouvernement pour exercer la librairie dans tout le Royaume.

Ou l'échanger contre d'autres livres : vendre ces livres échangés,

Oui ; pourvu que ces échanges se fassent avec des Libraires, pourvu que ces ventes soient scellées par l'intervention d'un Libraire ; & telles ont été toutes celles auxquelles a participé le sieur Luneau.

Et leur joindre ceux qui lui feroient demandés de différentes Provinces aux conditions qu'il auroit proposées,

Cela est sans difficulté, parce que la commission est libre & ne nuit à personne.

Si des particuliers non - Libraires ont ce droit, ceux qui ont ce titre doivent l'abandonner ; car ils ne connoissent pas d'autre maniere de négocier en livres ; & ils avouent qu'ils ont toujours cru que leur état leur donnoit le

Ce passage plein d'humeur, comme le reste du Mémoire ; n'a pas plus de fondement & de justesse que le reste du Mémoire. Qui croiroit qu'avec ce ton chagrin, avec cette menace d'abandonner leur titre, & de se replonger dans la foule obscure des autres citoyens, la profession des Libraires, même après la proscription de leurs ridicules demandes, sera encore la plus lucrative, la plus avantageuse, la plus certaine de toutes ? qu'il n'y aura pas une seule compagnie de commerce, dont les membres aient d'aussi prodigieux privilèges, pas une où l'on puisse gagner plus en risquant moins, pas une enfin où le travail & le danger soient moindres, & le bénéfice plus étonnant ?

Les Libraires ont le droit exclusif de *vendre & débiter* ; on ne le leur conteste pas. Il ne passera donc pas dans les mains du public, un seul livre qui ne soit sorti de celles

droit de faire seuls quelque chose de plus que la partie mercantile que le sieur Luneau leur abandonne, de vendre par hasard dans leur boutique un livre à un particulier. S'ils n'ont que ce droit exclusif, la qualité de Libraire ne sert qu'à indiquer le but où doivent aboutir toutes les impositions à mettre sur un commerce qu'il est libre à tout le monde d'exercer ; & il leur est plus avantageux de renoncer à leur titre, & de s'en tenir au droit général.

d'un Libraire. Entre eux-mêmes, c'est-à-dire, d'un Libraire à l'autre, ils s'accordent un bénéfice de 20 pour cent, qu'ils appellent *remise*. Quand ce sont des gens de lettres dont ils débitent les ouvrages, ils en exigent une de 25, de 30 pour cent. Si c'est une brochure, qui se vende 1 liv. 4 s. au public, ils n'en comptent que 14 ou 16 s. au propriétaire. Si c'est un *in-12* de 3 liv. ils n'en rendent que 2 liv. 5 s. ou 2 liv. & ainsi des autres. Ce bénéfice est clair & liquide : il se préleve sur la chose même.

On le demande, y a-t-il un seul genre de commerce en Europe, où, sans mise de fonds, sans risque, sans avances, on soit sûr de gagner 20, 25 & 30 pour cent, de tout ce que l'on débite pour autrui ? Si les Libraires se plaignent d'être ruinés, uniquement parce qu'on les réduit à un sort qui seroit envié de tous les Négocians de l'Univers, quels sont donc les immenses bénéfices qu'ils se promettent & qu'ils font en effet sur les entreprises dont ils se chargent pour leur compte ? Conçoit-on qu'ils osent se récrier sur la stérilité d'une profession où le moindre rapport surpasse le plus grand produit de toutes les autres ?

On devine bien, à la vérité, d'où vient le chagrin des Libraires de Paris : c'est de ce que ces gains énormes ne sont pas concentrés dans leur seule Compagnie ; c'est de ce que les Libraires de Province ont le droit d'y participer, & que la méthode indiquée par le sieur Luneau peut ouvrir une route de la Capitale vers les autres Villes à ces sources d'or que les Libraires de Paris avoient presque jusqu'à présent trouvé moyen de s'approprier seuls ; mais à cet égard de quoi ceux-ci peuvent-ils se plaindre ? D'abord leur jouissance exclusive étoit une usurpation faite sur leurs Confreres de Province ; c'étoit une première injustice, & le regret de la voir détruite en est une seconde.

Ensuite les Libraires de Paris ont un moyen très-légitime, très-honorable même pour la faire renaître avec un applaudissement général. Qu'ils soient plus honnêtes envers les Gens de lettres que les Libraires de Province, qu'ils se piquent de plus d'exactitude que les Libraires de Province, qu'ils fassent de plus belles éditions, qu'ils les donnent à un meilleur prix quand ils en feront à leurs dépens ; quand ils seront chargés de vendre celles qu'auront fait les Auteurs, qu'ils les débitent avec plus d'activité, ils s'assureront par ces ressources un privilège exclusif d'autant plus sûr qu'il sera volontaire : ils ne redouteront plus la concurrence de personne ; leurs fortunes seront plus glorieuses & plus légitimes : ils jouiront alors dans la littérature d'une considération flatteuse, parce qu'ils y feront des

agens utiles & soumis , & non pas des oppresseurs avides & impérieux ; ils parviendront par-là sans peine à ce qu'ils poursuivent aujourd'hui avec tant d'injustice , à interdire aux gens de lettres la correspondance des Libraires de Province , & même à leur faire perdre l'usage de demander des privilèges en leur nom , & de faire imprimer pour leur compte personnel.

Les Syndic & Adjoints ont donc lieu de croire que de pareilles prétentions ne seront pas adoptées par un Magistrat qui veille particulièrement à la police des livres. Ils en ont pour garants les précédens jugemens ; ils leur font espérer qu'il ne contribuera pas , par un jugement contraire , à l'extinction d'une Communauté dont il est le protecteur ;

Ce Magistrat , dont toute la France respecte les lumières , & dont la Capitale chérit l'administration , ne veille pas moins particulièrement au repos des Citoyens qu'à la police des livres. Il est encore plus le protecteur des particuliers honnêtes que celui d'une Communauté injuste & ambitieuse.

On a vu que les prétentions du sieur Luneau étoient conformes à toutes les regles , au lieu que celles des Libraires sont directement opposées au bon ordre , à l'équité , à l'honnêteté publique.

Si leur saisie est consacrée , la police est perdue , les loix sont violées , les particuliers sont sacrifiés à l'avidité jalouse & inquiète de tous les petits Corps d'arts & métiers , qui deviendront autant de tyrans acharnés , qui rendront les Villes inhabitables , & finiront par se déchirer eux-mêmes dans ces vastes déserts qu'ils auront faits.

Si leurs prétentions sont admises , les gens de lettres ne sont plus que des esclaves écrasés sous un joug flétrissant , des individus dépouillés des droits les plus naturels , exclus des privilèges inséparables de ce nom de membre de la société ; ils n'auront plus ni la jouissance de leurs biens , ni l'administration de leurs fonds. Plus étroitement enchaînés que les mineurs , plus dégradés que les hommes chez qui le défaut des organes a fait éclipser la raison , ils se verront dans la dépendance humiliante & absolue d'un Marchand fait pour leur être subordonné. Ce despote , dont ils ne pourront secouer l'empire , ou les forcera à le payer de la servitude même dans laquelle il les tiendra , ou se jouera de leur existence & de leur fortune. Placés au dernier rang de la société par l'exercice même du plus beau de tous les arts , ils gémiront sur son avilissement : ou plutôt ils auront le courage de l'abandonner ; ils fuiront des fers honteux par lesquels on aura eu l'indignité de vouloir les flétrir. L'honneur & les avantages attachés à la culture des lettres passeront dans des pays où l'on saura mieux en respecter les droits ; & que restera-t-il aux Libraires de Paris , sinon la gloire déplorable & ruineuse d'avoir fatigué , dégoûté leurs bienfaiteurs , d'avoir anéanti autant qu'il étoit en eux l'art

qui contribue le plus à la perfection de l'esprit humain, & rari, par une avidité déshonorante, la source d'une opulence capable d'assouvir les desirs des plus ambitieux de tous les Négocians.

Et qu'en conséquence, il déclarera la faisie faite sur le sieur Luneau de Boisjermain, bonne & valable au profit de la Communauté, & le condamnera en l'amen- de de 500 liv. portée au régle- ment du 28 Fé- vrier 1723, art. IV, & en 10000 liv. de domma- ges & intérêts envers la Com- munauté, avec dépens dans les- quels entreront les frais & coûts desdits procès-

Quelles conclusions prendroient donc les Libraires, si tous les principes par lesquels ils ont cru justifier celles-ci, étoient aussi bien établis qu'ils le sont foiblement ?

verbaux ; & at- tendu la publi- cité du com- merce qu'a fait le sieur Luneau, & qu'il conti- nue depuis la- dite faisie, que le jugement qui interviendra sera imprimé, lu, publié & affiché par - tout où besoin sera, aux frais & dé- pens du sieur Luneau ;

Et que le Mémoire qu'il a répandu sera supprimé comme contenant des imputations injurieuses & calomnieuses contre les Libraires.

CORMIER,
Procureur.

C'est cette demande elle-même qui est injurieuse & calomnieuse. Le Mémoire que les Libraires ont ainsi qualifié est plein de modération & d'égards. On auroit continué à ménager leurs erreurs & leurs paralogismes, s'ils n'avoient fait une nécessité de les détruire par l'excès même auquel ils se sont permis de les porter, & par la généralité qu'ils leur ont donnée. On ne pense pas qu'ils osent essayer de répondre aux raisons par lesquelles on vient de les combattre; ils se plaindront sans doute avec encore plus d'aigreur de ce second Mémoire que du premier, & ils auront également tort.

Celui-ci contient, on l'avoue, des vérités plus fortes; mais elles étoient nécessaires: & il n'y a ni injures ni calomnies. Le Jurisconsulte de qui ces deux Mémoires émanent, n'a jamais souillé sa plume par des emportemens de cette nature. Il a été forcé de mettre dans tout son jour la défense de la vérité qui lui a été confiée. Pour achever de compléter le témoignage qu'il rend à cette même vérité, il croit devoir publier qu'ayant fait ci-devant quelques pas dans la carrière des lettres, il a connu personnellement plusieurs Libraires dignes de l'estime universelle dont ils jouissent. Si ces hommes, justement considérés du public, en avoient été les maîtres, ils auroient sans doute étouffé dès l'origine les prétentions injustes, déplacées, indécentes, que l'on ose poursuivre au nom de leur Corps, & qui compromettent ses prérogatives, bien loin de les étendre.

Cause en délibéré devant Monsieur

le **LIEUTENANT GENERAL DE POLICE.**

Me LINGUET, Avocat.

BARBERY, Procureur.

35
1820
1092

12440
364

5096
7644
38220

4837360
3822

4633538
7644

4625894

5096
4620798

98679
4522119



